

Québec contre Ontario : Analyse comparative du PIB provincial

Publié le 3 septembre 2025 65 min de lecture



Québec vs Ontario : Une comparaison des environnements d'affaires (2025)

Taille économique et PIB

L'Ontario est de loin la plus grande économie provinciale du Canada, représentant près du double de celle du Québec. En 2023, le PIB nominal de l'Ontario s'élevait à environ **1,12 billion de dollars canadiens**, représentant environ 38 % de l'économie canadienne, tandis que celui du Québec était d'environ **579 milliards de dollars canadiens** (environ 20 % du PIB national) (Source: princeedwardisland.ca). Cet écart est illustré à la **Figure 1**, qui montre le PIB de l'Ontario dominant celui du Québec. Malgré la différence d'échelle, les deux provinces ont enregistré une croissance modeste du PIB réel en 2024 – environ **1,2 % pour l'Ontario et 1,3 % pour le Québec** (Source:

www150.statcan.gc.ca)(Source: www150.statcan.gc.ca). Sur une base par habitant, les économies sont plus proches : le PIB par habitant de l'Ontario est d'environ 70 000 \$ CA contre environ 64 000 \$ CA pour le Québec (reflétant la production plus importante de l'Ontario et sa [population](#)). **Le Québec et l'Ontario représentent ensemble plus de la moitié de la production économique du Canada** et connaissent souvent des cycles économiques similaires, bien que la croissance de l'Ontario puisse être davantage influencée par les tendances manufacturières et d'exportation, tandis que celle du Québec peut être plus isolée en raison de sa composition industrielle différente (Source: economics.td.com)(Source: economics.td.com).



Figure 1 : PIB de l'Ontario vs Québec (2023) – L'économie de l'Ontario (1,12 billion de dollars canadiens) est près de deux fois plus grande que celle du Québec (579 milliards de dollars canadiens) (Source: princeedwardisland.ca).

Les deux provinces possèdent des économies avancées, axées sur les services, mais avec des forces distinctes. L'économie de l'Ontario est davantage **axée sur les services**, environ les quatre cinquièmes de son PIB provenant des industries de services et un cinquième des secteurs producteurs de biens (Source: en.wikipedia.org). L'économie du Québec est également diversifiée, mais elle a une empreinte relativement plus importante dans certains secteurs producteurs de biens (comme la fabrication et les ressources naturelles) parallèlement à un secteur du savoir/des services en croissance. Ces dernières années, **les services ont tiré la croissance dans les deux provinces** – par exemple, la finance, la technologie et les services publics – tandis que certains secteurs de biens (comme la construction et la fabrication) ont fait face à des vents contraires (Source: economics.td.com)(Source: economics.td.com). Dans l'ensemble, la taille de marché et la production économique plus importantes de l'Ontario lui confèrent une influence démesurée (l'Ontario a été le principal contributeur à la croissance du PIB du Canada en 2024) (Source: www150.statcan.gc.ca)(Source: www150.statcan.gc.ca), tandis que [l'économie du Québec](#), bien que plus petite, a fait preuve de résilience et d'une croissance constante, en ligne avec les moyennes nationales (Source: www150.statcan.gc.ca)(Source: economics.td.com).

Industries clés et forces sectorielles

L'Ontario et le Québec abritent tous deux des économies diversifiées avec des forces sectorielles distinctes. L'économie de l'Ontario est très diversifiée : les principales industries comprennent les **services financiers (Toronto est le centre financier du Canada), les technologies de l'information, l'automobile et la fabrication de pointe, les sciences de la vie et l'exploitation minière**. Environ 80 % du PIB de l'Ontario provient des services – finance, services aux entreprises, technologie, éducation, etc. – tandis que les 20 % restants sont des secteurs producteurs de biens (la fabrication étant le plus grand secteur de biens) (Source: en.wikipedia.org). L'Ontario est le **cœur industriel** du Canada, abritant le plus

grand pôle de fabrication automobile du pays (usines d'assemblage de Ford, GM, Stellantis, etc., et une chaîne d'approvisionnement en véhicules électriques en plein essor) et un vaste secteur technologique dans le corridor Toronto-Waterloo. De récents investissements de plusieurs milliards de dollars – par exemple, dans des usines de batteries pour véhicules électriques et la modernisation de l'industrie automobile – soulignent la force de l'Ontario dans la fabrication de pointe (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com)) (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com)). La province bénéficie également de riches ressources minérales dans le nord (par exemple, nickel, or) et d'une industrie agroalimentaire dans le sud, bien que celles-ci représentent des parts plus petites de l'économie par rapport aux services et à la fabrication. En résumé, les piliers clés de l'Ontario sont :

- **Services financiers et sièges sociaux d'entreprises** : Toronto est un centre financier mondial, abritant de grandes banques, des assureurs et la bourse. Ce secteur est le pilier d'un vaste écosystème de services professionnels (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com)).
- **Technologie et innovation** : Avec plus de 70 000 diplômés en STIM par an et des universités de renommée mondiale, l'Ontario possède une scène technologique florissante (par exemple, logiciels, fintech, IA). La province abrite l'un des plus grands pôles technologiques d'Amérique du Nord (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com)).
- **Automobile et fabrication de pointe** : L'Ontario produit une part importante des véhicules et des pièces automobiles du Canada. Des milliards ont été investis récemment pour construire une **chaîne d'approvisionnement de bout en bout pour les véhicules électriques**, des minéraux critiques aux usines de batteries et à l'assemblage de véhicules (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com)). D'autres fabrications incluent des pièces aérospatiales, des machines, de l'acier et des produits chimiques.
- **Ressources naturelles et agriculture** : Bien que moins dominantes qu'en l'Ouest canadien, l'Ontario possède d'importantes opérations minières (par exemple, la région minérale du Cercle de feu) et une agriculture (en particulier dans la Ceinture de verdure et le sud de l'Ontario). Celles-ci soutiennent les industries manufacturières connexes comme la transformation alimentaire.

L'économie du Québec possède des **secteurs spécialisés et des avantages naturels** notables. Les industries clés au Québec comprennent l'**aérospatiale**, l'**aluminium** et l'**exploitation minière**, les **technologies de l'information et des communications (TIC)** y compris les jeux vidéo, les **sciences de la vie/produits pharmaceutiques**, l'**agroalimentaire** et l'**énergie hydroélectrique**. La fabrication et les services jouent tous deux des rôles importants, et le Québec s'est taillé une place de leader dans certains créneaux :

- **Aérospatiale** : Le Québec est le pôle aérospatial du Canada – la province représente environ 55 % de la production aérospatiale totale du pays (Source: [ice.it](https://www.ice.it)). **Le Grand Montréal est le troisième plus grand pôle aérospatial au monde** (après Seattle et Toulouse), accueillant des géants comme Bombardier (avions d'affaires), Pratt & Whitney Canada (moteurs d'avion à Longueuil), CAE

(simulateurs de vol) et de nombreux petits fournisseurs (Source: [ice.it](#))(Source: [ice.it](#)). Le secteur aérospatial est la plus grande industrie manufacturière du Québec et un important investisseur en R&D (plus de 660 millions de dollars canadiens par an en R&D aérospatiale) (Source: [ice.it](#))(Source: [ice.it](#)).

- **Ressources naturelles – Aluminium et exploitation minière** : Grâce à une hydroélectricité abondante, le Québec dispose d'une électricité à très faible coût qui soutient son **industrie de l'aluminium** – le Québec produit environ 90 % de l'aluminium canadien(Source: [wesgro.co.za](#)), accueillant des fonderies pour des entreprises mondiales (Alcoa, Rio Tinto) dans des régions comme le Saguenay. L'exploitation minière est également importante (minerai de fer dans la Fosse du Labrador, or, lithium et autres minéraux), et la province investit dans des projets de métaux pour batteries (par exemple, une nouvelle usine de matériaux pour batteries Northvolt de 7 milliards de dollars) afin de tirer parti à la fois des ressources minérales et de l'énergie à faible coût (Source: [siteselection.com](#))(Source: [siteselection.com](#)).
- **TIC et médias numériques** : Le Québec possède une **industrie du jeu vidéo et du multimédia** florissante, concentrée à Montréal. Des entreprises comme Ubisoft, EA, Warner Bros. Games y ont d'importants studios, attirées par les talents créatifs et les crédits d'impôt provinciaux pour le multimédia (Source: [ice.it](#))(Source: [ice.it](#)). Montréal est également un **pôle d'intelligence artificielle** – ancré par Mila (l'institut de recherche en IA dirigé par Yoshua Bengio, lauréat du prix Turing) et deux grandes universités (McGill et l'Université de Montréal), la ville abrite l'une des plus grandes communautés de recherche en IA au monde (Source: [ice.it](#))(Source: [ice.it](#)). Cela a donné naissance à de nombreuses startups en IA et attiré des investissements de géants de la technologie (par exemple, Microsoft étend son infrastructure cloud et IA au Québec (Source: [siteselection.com](#)) (Source: [siteselection.com](#))).
- **Sciences de la vie et produits pharmaceutiques** : Montréal et Québec abritent un solide secteur des sciences de la vie, comprenant des entreprises pharmaceutiques, des sociétés de biotechnologie et des centres de recherche. Des acteurs mondiaux (comme Merck, Pfizer, Medicago) et des startups locales bénéficient d'une base de recherche solide (universités, hôpitaux) et d'incitatifs provinciaux à la R&D.
- **Énergie hydroélectrique et technologies propres** : Les nombreux barrages hydroélectriques du Québec (gérés par Hydro-Québec) fournissent non seulement de l'électricité à faible coût, mais permettent également le développement d'industries de technologies propres. La province investit dans l'**hydrogène vert, la production de batteries et le transport électrique** (par exemple, autobus et trains électriques) comme domaines de croissance, en s'appuyant sur son réseau électrique à faibles émissions. La **fabrication d'équipements de transport terrestre** du Québec

comprend des entreprises produisant des voitures de métro, des trains et des autobus (par exemple, l'assemblage final de wagons Bombardier, Nova Bus), ce qui en fait un acteur important dans l'équipement de transport en commun (Source: investquebec.com).

- **Agroalimentaire** : Le secteur agroalimentaire du Québec représente une part plus petite du PIB (environ 8 % du PIB) mais est significatif en termes d'emploi (Source: en.wikipedia.org). La province est la capitale laitière du Canada (protégée par la gestion de l'offre), possède d'importantes industries porcine et avicole, et est réputée pour ses produits de spécialité (sirop d'érable, fromage, etc.). La transformation alimentaire (comme la transformation laitière et la transformation de la viande) ajoute de la valeur aux produits agricoles.

Dans les deux provinces, les **industries de services dominant l'emploi**. Par exemple, au Québec, près d'un travailleur sur trois est dans les domaines de la science et de la technologie ou de l'économie du savoir (Source: en.wikipedia.org), et en Ontario, les grands centres urbains se sont fortement orientés vers les services (finance, technologie, éducation, soins de santé, etc.). Cependant, les forces sectorielles ci-dessus montrent comment le Québec excelle dans certains secteurs manufacturiers et basés sur les ressources (tirant souvent parti des politiques provinciales comme l'énergie à faible coût et les crédits d'impôt ciblés), tandis que les forces de l'Ontario incluent un secteur financier plus vaste et une base manufacturière plus large (en particulier l'automobile). Ces différences peuvent influencer les types d'entreprises qui prospèrent dans chaque endroit. Une entreprise dans l'aérospatiale ou le jeu pourrait trouver l'**écosystème de Montréal** très attrayant, tandis qu'une entreprise dans la banque ou la fintech se tournera vers le **centre financier de Toronto**. Il convient de noter que **les deux provinces priorisent l'innovation** – l'Ontario et le Québec dépensent chacun beaucoup en R&D et possèdent plusieurs universités de premier plan, contribuant à stimuler la croissance dans les secteurs de haute technologie. Le Québec en particulier a eu l'une des intensités de R&D les plus élevées au Canada (aidé par de généreux crédits d'impôt pour la R&D), et son « secteur du savoir » représente environ 30 % du PIB du Québec (Source: en.wikipedia.org).

Fiscalité et climat des affaires

La fiscalité est une considération clé pour les entreprises, et l'Ontario et le Québec présentent à la fois des similitudes et des différences importantes dans leurs régimes fiscaux. Dans l'ensemble, *les taux d'imposition combinés des sociétés sont très similaires* : chaque province prélève un impôt provincial sur le revenu des sociétés en plus du taux fédéral. Le taux général d'impôt sur les sociétés en Ontario et au Québec est de **11,5 % au niveau provincial**, ce qui, combiné au taux fédéral de 15 %, donne un taux d'imposition net de **26,5 %** sur le revenu d'entreprise actif (Source: bdo.ca) (Source: bdo.ca). Les deux provinces offrent également un taux inférieur pour les petites entreprises (sociétés privées sous contrôle canadien) sur leurs premiers 500 000 \$ CA de revenus – soit environ **12,2 %**

combinés (le taux pour les petites entreprises de l'Ontario est de 3,2 % provincial + 9 % fédéral ; celui du Québec est également de 3,2 % mais avec des exigences d'admissibilité supplémentaires) (Source: bdo.ca) (Source: bdo.ca). Les points fiscaux clés comprennent :

- Impôt sur le revenu des sociétés** : Pour une entreprise typique dont les revenus dépassent le seuil des petites entreprises, **l'Ontario et le Québec ont le même taux général combiné d'impôt sur les sociétés d'environ 26,5 %** (Source: bdo.ca). L'Ontario offre un léger allègement pour les bénéfices de fabrication et de transformation (taux provincial effectif d'environ 10 % pour ce secteur) (Source: bdo.ca), tandis que le taux du Québec est un taux fixe de 11,5 % pour la plupart des secteurs (le Québec a éliminé son taux réduit spécial pour la fabrication il y a quelques années). **Les petites entreprises** des deux provinces bénéficient d'un taux réduit (~12 %), mais **le Québec lie sa déduction pour petites entreprises à certaines conditions** – une petite entreprise québécoise doit soit atteindre un nombre minimum d'heures de travail rémunérées, soit être dans le secteur primaire/manufacturier pour obtenir la pleine réduction d'impôt pour petites entreprises (Source: bdo.ca) (Source: bdo.ca). (Cela signifie que certaines petites entreprises de services au Québec pourraient ne pas être admissibles au taux provincial réduit de 3,2 % et finir par payer le taux plein de 11,5 %, contrairement à l'Ontario où le taux pour les petites entreprises est largement disponible.)
- Taxe de vente** : Le Québec et l'Ontario imposent chacun des **taxes de vente à valeur ajoutée**, mais avec des systèmes différents. L'Ontario utilise la Taxe de vente harmonisée (TVH) à **13 %** (fédérale-provinciale combinée) sur la plupart des biens et services. Le Québec administre sa propre Taxe de vente du Québec (TVQ) de **9,975 %** en plus de la TPS fédérale de 5 %, pour un taux combiné d'environ **14,975 %** (Source: retailcouncil.org) (Source: retailcouncil.org). En pratique, les consommateurs paient environ 15 % de taxe de vente au Québec contre 13 % en Ontario. Pour les entreprises, les deux systèmes remboursent les taxes sur les intrants, mais la conformité diffère (par exemple, les entreprises au Québec traitent avec Revenu Québec pour la TVQ, tandis qu'en Ontario, l'Agence du revenu du Canada administre la TVH).
- Taxes sur la masse salariale et cotisations de l'employeur** : C'est un domaine de **différence significative**, car le Québec impose plusieurs taxes basées sur la masse salariale que l'Ontario n'a pas. En Ontario, la principale taxe sur la masse salariale du côté de l'employeur est la **Taxe sur la masse salariale des employeurs (EHT)**, qui prélève une taxe sur la masse salariale totale (progressive jusqu'à 1,95 %) mais exempte les petits employeurs dont la masse salariale est inférieure à 1 million de dollars (Source: cfib-fcei.ca). Le Québec, en revanche, a la **contribution au Fonds des services de santé (FSS)**, une taxe sur la masse salariale qui varie de **1,65 % à 4,26 %** de la masse salariale totale (avec des taux inférieurs pour les petites masses salariales et pour les entreprises du secteur manufacturier) (Source: cfib-fcei.ca). Les grands employeurs québécois paient 4,26 % sur la masse salariale, ce qui représente un coût additionnel notable absent en Ontario (où l'EHT des grands employeurs culmine à environ 1,95 %) (Source: cfib-fcei.ca) (Source: cfib-fcei.ca).

[fcei.ca](#)). De plus, le Québec gère son propre régime d'assurance parentale – les employeurs au Québec paient une **cotisation au RQAP (environ 0,69 %)** sur les salaires pour l'assurance parentale (Source: [cfib-fcei.ca](#)) (tandis que les employeurs ontariens ne le font pas, le programme fédéral d'AE couvrant les prestations de maternité/parentales à l'échelle nationale). Le Québec exige également des entreprises dont la masse salariale dépasse 2 millions de dollars qu'elles investissent dans la formation ou qu'elles paient une **taxe de formation de 1 %** (Source: [cfib-fcei.ca](#)). L'**assurance accidents du travail** (pour les blessures au travail) existe dans les deux provinces (la CSPAAAT de l'Ontario contre la CNESST du Québec), avec des taux de primes basés sur l'industrie – ceux-ci sont à peu près comparables en termes de charge. Dans l'ensemble, les **coûts de main-d'œuvre ont tendance à être plus élevés au Québec** en raison du FSS et d'autres contributions, ce qui peut ajouter plusieurs points de pourcentage aux coûts salariaux. Les taxes sur la masse salariale plus modestes de l'Ontario peuvent être un avantage pour les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre.

- **Impôts personnels (impact sur les talents)** : Bien qu'il ne s'agisse pas d'une taxe directe sur les entreprises, il convient de noter que les taux d'impôt sur le revenu des particuliers du Québec sont généralement plus élevés que ceux de l'Ontario pour les revenus moyens et élevés. Le Québec a également des déductions uniques (par exemple, un crédit d'impôt substantiel pour frais de garde d'enfants) et des frais de garde d'enfants plus bas, mais les employés au Québec voient plus de retenues sur l'impôt provincial sur le revenu et les déductions salariales (par exemple, le RQAP). Pour une entreprise cherchant à attirer des talents, ces différences fiscales personnelles peuvent affecter le **coût de la vie et les attentes salariales** (souvent, les entreprises peuvent avoir besoin de payer des salaires bruts légèrement plus élevés à Montréal pour obtenir un salaire net similaire à celui de Toronto, en raison des impôts plus élevés au Québec). D'un autre côté, le coût de la vie plus bas au Québec peut compenser cela (discuté plus loin).

Les **incitatifs et crédits fiscaux** jouent également un rôle dans le climat des affaires. Les deux provinces offrent divers crédits d'impôt pour encourager certaines activités. Le Québec est particulièrement réputé pour ses **programmes de crédits d'impôt généreux** : par exemple, un **crédit d'impôt de 30 % pour le développement des affaires électroniques** pour les entreprises de développement de logiciels, un **crédit d'impôt multimédia de 37,5 %** pour les producteurs de jeux vidéo, des crédits d'impôt pour la R&D qui peuvent rembourser une grande partie des salaires de recherche, et des crédits pour des secteurs comme la production cinématographique et les médias numériques interactifs (Source: [funding.ryan.com](#)) (Source: [funding.ryan.com](#)). Ces allégements fiscaux réduisent considérablement la charge fiscale effective pour les entreprises admissibles (rendant souvent le Québec très attrayant pour les entreprises de jeux vidéo, d'effets spéciaux et à forte intensité de R&D). L'Ontario a également des incitatifs – par exemple, un **crédit d'impôt pour la R&D en Ontario** (8 % non remboursable) et un **crédit d'impôt pour l'innovation en Ontario** (8 % remboursable pour les petites dépenses de R&D), ainsi que des **crédits d'impôt pour les médias numériques/cinéma** d'environ 35 à 40 % pour la main-d'œuvre,

et des subventions sectorielles – mais dans l'ensemble, l'ensemble des crédits d'impôt du Québec est considéré comme l'un des **plus agressifs au Canada** pour stimuler l'investissement dans les industries ciblées (Source: funding.ryan.com)(Source: funding.ryan.com). Du point de vue du **climat des affaires**, au-delà des taux d'imposition, on pourrait dire que l'Ontario offre *simplicité et applicabilité générale* (moins de règles spéciales dans le code fiscal), tandis que le Québec offre une *générosité ciblée* (des impôts de base plus élevés mais plus de compensations pour certaines activités). Les entreprises devraient évaluer quel régime est le plus avantageux pour leur situation spécifique – par exemple, une petite startup technologique pourrait en fait bénéficier d'une charge fiscale nette inférieure au Québec après les crédits, tandis qu'une grande entreprise de services avec une masse salariale élevée et sans crédits spéciaux pourrait trouver les prélèvements salariaux inférieurs de l'Ontario plus avantageux.

Marché du travail et main-d'œuvre

Les conditions du marché du travail – y compris les coûts, la disponibilité des talents, les compétences et la langue – diffèrent entre l'Ontario et le Québec de manière à avoir un impact significatif sur les entreprises. Les deux provinces disposent d'une main-d'œuvre nombreuse et instruite, mais il existe quelques contrastes clés :

- **Taille et disponibilité de la main-d'œuvre** : L'Ontario, étant plus peuplé, dispose naturellement d'un bassin de main-d'œuvre plus important (environ 8 millions de travailleurs contre environ 4,5 millions au Québec). Il attire également la majorité des immigrants du Canada, ce qui a alimenté une croissance rapide de la population active ces dernières années. De 2021 à 2024, la population de l'Ontario a augmenté plus rapidement que celle du Québec, en partie en raison de quotas d'immigration plus élevés et d'étudiants internationaux (Source: www150.statcan.gc.ca)(Source: www150.statcan.gc.ca). Cela signifie que la **main-d'œuvre de l'Ontario est en forte expansion**, ce qui aide à pourvoir les emplois mais introduit également une concurrence pour le logement et les services. La croissance démographique du Québec a été plus modeste (la province a eu tendance à accueillir environ 50 000 immigrants par an, tandis que l'Ontario en accueille bien plus de 150 000) – suffisamment pour faire croître modestement la population active, mais pas de manière aussi spectaculaire (Source: www150.statcan.gc.ca)(Source: economics.td.com). Les taux de chômage ont récemment été plus bas au Québec : en 2024, le Québec affichait en moyenne environ **5,4 % de chômage**, tandis que l'Ontario affichait environ **7,0 %** alors que sa population active augmentait fortement (Source: economics.td.com)(Source: economics.td.com). Historiquement, le Québec avait un taux de chômage plus élevé que l'Ontario, mais la situation s'est inversée au cours des deux dernières années – le Québec est maintenant proche du plein emploi, et de nombreuses régions (y compris Montréal) signalent des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers spécialisés et la technologie. Pour un employeur, cela signifie que la **disponibilité des talents peut varier** : Toronto offre un vaste bassin de travailleurs qualifiés (notamment en finance, technologie, etc.) mais

aussi une *concurrence féroce* pour les talents, tandis que le bassin de Montréal, bien que plus petit, possède des poches d'expertise uniques (par exemple, des professionnels bilingues, des chercheurs en IA) et une surchauffe légèrement moindre dans certains secteurs.

- **Salaires et coûts de main-d'œuvre** : Les niveaux de salaire en Ontario sont, en moyenne, légèrement plus élevés que ceux du Québec – reflétant en partie le coût de la vie plus élevé dans des villes comme Toronto. À partir de 2025, le **salaire minimum** en Ontario est de **17,20 \$/heure** (devant passer à 17,60 \$ en octobre 2025) (Source: cfib-fcei.ca), tandis que celui du Québec est de **16,10 \$/heure** (à compter du 1er mai 2025) (Source: cfib-fcei.ca). Les salaires moyens pour de nombreuses professions (par exemple, développeurs de logiciels, ingénieurs, gestionnaires financiers) ont tendance à être 5 à 15 % plus bas à Montréal par rapport à Toronto. Par exemple, le revenu *médian des ménages* au Québec est d'environ 52 000 \$ CA contre 55 000 \$ CA en Ontario (Source: dundaslife.com) (et l'écart est plus important dans les grandes villes). Cependant, une fois que l'on prend en compte les taxes sur la masse salariale plus élevées du Québec et les congés statutaires légèrement plus longs (le Québec exige un minimum de 3 semaines de vacances après 3 ans de service, contre 2 semaines dans de nombreux cas en Ontario), le **coût total de l'emploi** peut se réduire. La **syndicalisation** est également plus répandue au Québec (taux de syndicalisation d'environ 39 %) qu'en Ontario (environ 26 %) – en particulier dans des secteurs comme la construction, la fabrication et la fonction publique. Cela peut signifier des salaires négociés plus élevés et des règles de travail plus rigides dans les milieux de travail québécois. En Ontario, le marché du travail est très dynamique, avec une utilisation significative des talents nationaux et internationaux ; Toronto en particulier attire des travailleurs de partout au Canada et de l'étranger, ce qui peut faire grimper les salaires pour les compétences très demandées (par exemple, science des données, marketing, etc.). En fin de compte, les **coûts de main-d'œuvre** pour une entreprise donnée dépendront du rôle – par exemple, un centre d'appels pourrait trouver les salaires au Québec nettement inférieurs, tandis qu'un analyste financier à Toronto exigera une prime.
- **Compétences et éducation** : Les deux provinces peuvent se vanter d'avoir une main-d'œuvre bien éduquée. L'**Ontario a un taux très élevé d'études postsecondaires** – environ 74 % des adultes en âge de travailler possèdent des diplômes collégiaux ou universitaires, l'un des taux les plus élevés de l'OCDE (Source: siteselection.com). Il produit chaque année un grand nombre de diplômés d'institutions comme l'Université de Toronto, Waterloo, McMaster, Western, Queen's, etc. Le Québec a également un système d'éducation solide, avec des universités comme McGill, l'Université de Montréal et Laval ; le système collégial unique des CÉGEP du Québec signifie que de nombreux travailleurs ont un diplôme collégial de deux ans et éventuellement un diplôme universitaire. Montréal est connue pour ses talents créatifs et techniques, souvent bilingues, en particulier dans des domaines comme le jeu vidéo, l'IA et l'ingénierie aérospatiale. Les **compétences linguistiques** sont

un facteur de différenciation : la main-d'œuvre de Montréal est très bilingue en français et en anglais, et beaucoup parlent également une troisième langue, ce qui peut être un atout pour les industries tournées vers l'international.

- **Langue et culture du milieu de travail** : Un facteur critique au Québec est la **langue française**. Selon la loi (la Charte de la langue française du Québec, souvent appelée *Loi 101/Loi 96*), le français est la langue officielle du travail au Québec. Concrètement, cela signifie que les entreprises opérant au Québec doivent être prêtes à faire des affaires en français – de l'emballage des produits et du service client aux communications internes (surtout une fois qu'une entreprise compte plus de 50 employés, elle doit opérer en français et fournir des versions françaises des documents et logiciels). Environ 80 % des travailleurs au Québec utilisent le français comme langue de travail principale (Source: www12.statcan.gc.ca), tandis qu'en Ontario, l'**anglais est dominant** sur les lieux de travail (l'anglais est la langue principale pour plus de 93 % des travailleurs ontariens) (Source: www12.statcan.gc.ca) (Source: www12.statcan.gc.ca). Montréal est bilingue – environ 21 % utilisent principalement l'anglais au travail dans la RMR de Montréal et 70 % principalement le français, le reste utilisant les deux à parts égales (Source: www12.statcan.gc.ca) – donc de nombreuses entreprises y opèrent dans les deux langues. Pour les employeurs, les exigences linguistiques du Québec peuvent entraîner des coûts supplémentaires (traduction de documents, embauche de personnel bilingue) mais aussi l'accès à une clientèle bilingue. De nombreux Québécois sont fonctionnellement bilingues, surtout à Montréal – **14 % des travailleurs québécois utilisent principalement l'anglais ou également le français/anglais** (Source: www12.statcan.gc.ca) – mais une entreprise s'étendant au Québec devra investir dans la maîtrise du français pour se conformer aux réglementations et pour atteindre efficacement les clients locaux. En Ontario, il n'y a pas d'exigence bilingue officielle, sauf pour certains rôles gouvernementaux ou désignés, bien qu'avoir une capacité en français puisse être un atout dans certaines régions (l'Ontario a des populations francophones minoritaires à Ottawa, dans le Nord de l'Ontario, etc.). Le facteur linguistique peut également influencer le recrutement de talents : les professionnels non francophones pourraient hésiter à travailler au Québec en raison des règles linguistiques, tandis que les talents francophones ou bilingues trouvent souvent le Québec un environnement très attrayant. Montréal, en particulier, a réussi à attirer des talents mondiaux dans les domaines créatifs et technologiques en partie grâce à sa vitalité culturelle et son bilinguisme, mais **pour une entreprise unilingue anglophone, l'Ontario est plus facile à intégrer**. Inversement, les entreprises qui ont besoin de compétences multilingues ou qui souhaitent servir les marchés francophones trouvent la main-d'œuvre québécoise idéale.
- **Réglementations du travail** : Les deux provinces suivent les normes du travail pancanadiennes à bien des égards (par exemple, interdictions de discrimination, lois sur la santé et la sécurité), mais le Code du travail du Québec présente quelques différences – par exemple, le Québec offre **10 jours fériés payés** contre 9 en Ontario ; le Québec a un **système de négociation collective formalisé pour l'industrie de la construction** ; et le Québec a des prestations de **congé parental** plus

étendues via le RQAP. Celles-ci peuvent affecter les pratiques en milieu de travail. Le marché du travail de l'Ontario est régi par la Loi sur les normes d'emploi provinciale, qui a été récemment mise à jour pour inclure des éléments comme les jours de maladie payés (3 jours) et un salaire minimum indexé sur l'inflation, mais il est généralement considéré comme un peu plus flexible pour les employeurs que le régime québécois (le Québec a tendance à favoriser les protections des travailleurs, comme l'exigence d'une bonne cause pour un licenciement après 2 ans de service, etc.).

En résumé, **l'Ontario offre un bassin de main-d'œuvre plus vaste et à croissance plus rapide, majoritairement anglophone et hautement éduqué, avec des coûts salariaux légèrement plus élevés mais des taxes sur la masse salariale plus faibles. Le Québec offre une main-d'œuvre bilingue qualifiée avec des salaires légèrement inférieurs en moyenne mais des coûts de main-d'œuvre supplémentaires sous forme de prélèvements salariaux et de conformité aux normes linguistiques françaises.** Les entreprises doivent peser ces facteurs : par exemple, un centre de service client pourrait apprécier les salaires plus bas du Québec et son personnel bilingue (pour servir à la fois le Canada anglophone et francophone) – de nombreux centres d'appels sont d'ailleurs au Québec pour cette raison – tandis qu'une startup fintech ciblant les marchés anglophones nord-américains pourrait préférer Toronto pour son immense bassin de talents technologiques et son ambiance mondiale.

Coûts d'affaires : Immobilier, services publics et frais généraux

Le coût de faire des affaires – du loyer de bureau aux factures d'énergie – peut différer considérablement entre l'Ontario et le Québec, faisant souvent pencher la balance lors du choix d'un emplacement. Quelques facteurs de coût majeurs :

- **Immobilier commercial (loyer) :** Généralement, les **villes du Québec offrent des loyers commerciaux plus abordables que les grandes villes de l'Ontario.** À **Montréal**, les espaces de bureaux de catégorie A de premier ordre au centre-ville coûtent en moyenne environ **18 à 25 \$ CA par pied carré (net) par an**(Source: 2727coworking.com). À **Toronto**, les bureaux de catégorie A comparables au centre-ville coûtent en moyenne plus près de **27 à 30 \$ CA par pied carré**, les tours « trophées » les plus prestigieuses atteignant plus de **50 \$ CA/pied carré**(Source: betterdwelling.com). En d'autres termes, un bureau au centre-ville de Toronto peut facilement coûter 20 à 50 % de plus par pied carré qu'un équivalent au centre-ville de Montréal. Cet écart est encore plus important pour les terrains industriels et l'entreposage : les taux de location industrielle dans la région de Toronto sont parmi les plus élevés au Canada (souvent 12 à 15 \$/pied carré pour les entrepôts modernes), tandis qu'à Montréal, ils sont plus bas, en partie en raison de la plus grande disponibilité des terrains et d'un marché légèrement plus souple. D'autres villes de l'Ontario varient – les loyers de bureaux d'Ottawa sont plus proches de ceux de Montréal, tandis que les petites villes (London, Windsor, etc.) sont assez abordables. Les loyers de bureaux et industriels de la ville de

Québec sont également relativement bas. **Pour une entreprise ayant besoin d'un espace de bureau ou d'entreposage important, le Québec offre des économies de coûts immobiliers.** D'un autre côté, les marchés plus importants de l'Ontario pourraient offrir des espaces plus haut de gamme et spécialisés (par exemple, Toronto dispose d'une pléthore de nouveaux développements de bureaux adaptés à la technologie, ce que certaines entreprises pourraient apprécier malgré le coût). Les tendances récentes (post-pandémie) montrent une augmentation des taux d'inoccupation des bureaux à Toronto et à Montréal, mais les loyers nets demandés à Toronto ont tout de même atteint des sommets records même en période de forte inoccupation (Source: betterdwelling.com). Pendant ce temps, le taux d'inoccupation de Montréal a également augmenté, exerçant une certaine pression à la baisse sur les loyers. Globalement, les **différentiels de coûts immobiliers restent un avantage concurrentiel pour le Québec** – en particulier pour les startups ou les opérations sensibles aux coûts qui n'exigent pas une présence à Toronto.

- **Services publics – Électricité** : L'un des avantages les plus vantés du Québec est le **coût de son électricité, à la fois bas et stable**. Grâce à la vaste capacité hydroélectrique d'Hydro-Québec, les tarifs d'électricité du Québec sont les plus bas en Amérique du Nord. Pour les clients industriels, le prix moyen de l'électricité au Québec n'est que d'environ **5,3 cents par kWh**, comparativement à **10,3 cents par kWh en Ontario** (Source: circuitenergy.ca) (Source: circuitenergy.ca). C'est une énorme différence – l'électricité pour les entreprises au Québec coûte environ la moitié de celle de l'Ontario. Pour les industries à forte consommation d'énergie (centres de données, fonderies d'aluminium, pâtes et papiers, usines de fabrication), cela peut se traduire par des millions d'économies. Même les utilisateurs commerciaux en bénéficient : les tarifs d'électricité commerciaux du Québec sont en moyenne environ 40 % inférieurs à ceux de l'Ontario (Source: hydroquebec.com) (Source: circuitenergy.ca). Les coûts d'électricité de l'Ontario ont été un point sensible pour les entreprises, surtout après une flambée des prix dans les années 2010 due aux contrats de production et aux mises à niveau (bien que le gouvernement de l'Ontario ait introduit des rabais pour alléger les coûts pour les utilisateurs industriels). Néanmoins, **le Québec l'emporte clairement sur les coûts de l'énergie** – et sur la fiabilité de l'approvisionnement également (peu de pannes, surplus de production). Les entreprises qui ont besoin de beaucoup d'énergie (par exemple, le minage de blockchain, la fabrication lourde) se tournent souvent vers le Québec pour cette raison. L'Ontario présente d'autres différences en matière de coûts des services publics : le gaz naturel est bon marché dans les deux provinces (l'Ontario est légèrement moins cher en raison de sa proximité avec les gisements de gaz), et les coûts des télécommunications/internet sont comparables. Mais l'électricité se démarque : *l'hydroélectricité bon marché du Québec est un avantage concurrentiel majeur*, que la province commercialise activement auprès des investisseurs.
- **Assurances et autres frais généraux** : L'assurance commerciale générale (biens, responsabilité civile) tend à être tarifée davantage en fonction de l'industrie et du risque que de la province, de sorte que les différences sont mineures. Cependant, **les coûts d'assurance automobile de**

L'Ontario (pour les flottes d'entreprise ou les voitures personnelles des employés) sont notoirement les plus élevés au Canada, tandis que l'hybride unique d'assurance automobile publique/privée du Québec entraîne des primes d'assurance automobile beaucoup plus basses. Par exemple, un employeur fournissant des voitures de fonction pourrait payer considérablement moins au Québec. Il s'agit d'un facteur périphérique, mais qui fait partie du coût global de la vie/des affaires. L'assurance de bureau, les primes d'indemnisation des travailleurs, etc., se situent dans une fourchette similaire dans les deux provinces (avec des industries spécifiques comme la construction confrontées à des primes plus élevées à la WSIB/CNESST dans chaque province respective, mais ces différences sont marginales). Les coûts des services professionnels (juridiques, comptables) ont tendance à être un peu plus bas à Montréal qu'à Toronto (les taux facturables à Toronto étant plus élevés), de sorte qu'une entreprise basée au Québec pourrait économiser sur ces frais.

- **Coûts de déplacement et de logistique** : Si une entreprise nécessite beaucoup de déplacements, il convient de noter que **le coût de la vie et les frais de déplacement à Montréal sont généralement plus bas** – les hôtels, les transports locaux, etc., coûtent moins cher qu'à Toronto. De plus, la congestion routière à Montréal, bien que présente, est souvent considérée comme légèrement moins grave que celle de Toronto (qui se classe constamment parmi les villes les plus congestionnées d'Amérique du Nord). Cela dit, l'aéroport Pearson de Toronto offre beaucoup plus de vols directs (connectivité aérienne mondiale), ce qui peut réduire le temps/les coûts de déplacement pour les affaires internationales – une considération de coût indirecte. Montréal dispose également de bonnes connexions aériennes (surtout vers l'Europe et à l'intérieur du Canada), mais moins de vols sans escale que Toronto.

En somme, **le Québec offre des avantages tangibles en matière de coûts de loyer et d'électricité – deux postes de dépenses généraux importants – ce qui peut réduire les coûts d'exploitation pour de nombreux types d'entreprises.** L'Ontario, en particulier dans la région du Grand Toronto, s'accompagne de coûts immobiliers et de factures d'énergie plus élevés, partiellement compensés par un accès potentiellement plus grand au marché ou des avantages d'agglomération. Les entreprises doivent évaluer si les économies de coûts au Québec l'emportent sur d'autres facteurs ; pour de nombreuses opérations de fabrication ou de back-office, c'est souvent le cas. D'un autre côté, une entreprise pourrait volontiers payer une prime à Toronto pour être au centre de l'activité financière et commerciale du Canada. Cela devient un choix stratégique : *efficacité des coûts vs. proximité du marché.*

Environnement réglementaire (Permis et bureaucratie)

L'environnement réglementaire – y compris la facilité de faire des affaires, la bureaucratie et les permis – est un facteur important pour les entrepreneurs. L'Ontario et le Québec opèrent sous l'égide des réglementations fédérales canadiennes (pour des choses comme les importations/exportations, la PI,

etc.), mais chaque province a ses propres règles pour l'enregistrement des entreprises, le travail, l'environnement et les permis spécifiques à l'industrie. Points clés sur le climat réglementaire :

- **Démarrer et enregistrer une entreprise** : L'incorporation au niveau fédéral ou dans l'une ou l'autre province est simple, mais le Québec exige une étape supplémentaire pour la langue : les entreprises exerçant des activités au Québec doivent enregistrer une version française de leur nom (ou une entreprise numérotée peut être utilisée) et se conformer à la Charte de la langue française en matière d'affichage et de communications. L'Ontario n'a pas une telle exigence. L'Ontario et le Québec offrent tous deux des portails d'enregistrement d'entreprise en ligne ; *celui du Québec est bilingue (français par défaut)* et celui de l'Ontario est en anglais (avec certains services en français disponibles). Selon les commentaires des petites entreprises, aucune des deux provinces n'a d'exigences d'enregistrement initiales *onéreuses*, mais **le Québec a tendance à avoir plus de dépôts continus en raison de la langue et de son système juridique distinct** (par exemple, les entreprises au Québec ont souvent besoin de documents bilingues, et le Code civil du Québec peut signifier des formes de contrat différentes).
- **Licences et permis** : La complexité ici dépend de l'industrie. L'Ontario est généralement considéré comme ayant un léger avantage en matière de **simplicité réglementaire**. Par exemple, dans la construction, le processus de permis de construire de l'Ontario, bien que non rapide, est relativement uniforme dans toutes les municipalités, tandis que le processus du Québec peut impliquer des couches supplémentaires (et des documents en français). Pour certains secteurs comme les services financiers, l'Ontario est le principal domicile réglementaire (par exemple, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario), ce qui peut simplifier les choses si vous êtes à Toronto. D'un autre côté, le Québec a des règles uniques dans des secteurs comme la **franchise (exige une divulgation en français), le commerce de détail (certaines restrictions sur les heures d'ouverture des magasins, bien que largement libéralisées) et les licences professionnelles** (de nombreuses professions exigent une maîtrise du français ou l'appartenance à un ordre québécois). Les **réglementations en matière d'embauche** diffèrent également légèrement : le Québec a des normes du travail plus généreuses (minimums de vacances plus longs, etc.), et des choses comme la cessation d'emploi au Québec peuvent exiger de donner une raison après une certaine période. Celles-ci peuvent être considérées comme une forme de frais généraux réglementaires pour les entreprises.
- **Bureaucratie et fardeau réglementaire** : La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) mesure en fait la bureaucratie par province. Dans son bulletin de rendement sur la bureaucratie de 2024, **l'Ontario a obtenu un « A- » (8,7/10) tandis que le Québec a obtenu un « B » (8,0/10)** (Source: cfib-fcei.ca) (Source: cfib-fcei.ca). La note inférieure pour le Québec était en grande partie due à un **fardeau réglementaire** plus lourd (la FCEI a attribué au fardeau du Québec un C-) (Source: cfib-fcei.ca) (Source: cfib-fcei.ca). Cela reflète le sentiment des petites entreprises

qu'il y a plus de règles, de paperasse et d'obstacles administratifs au Québec. Les exemples souvent cités incluent : l'exigence d'opérer en français (nécessitant des traductions et des sites web en français, etc.), des dépôts de déclarations fiscales plus fréquents (le Québec a sa propre agence fiscale, de sorte que les entreprises déposent des formulaires fiscaux provinciaux distincts auprès de Revenu Québec, tandis qu'en Ontario, il s'agit d'un seul dépôt fédéral pour les taxes fédérales/provinciales), et d'autres particularités provinciales (par exemple, la langue sur les étiquettes, le rapport de conformité à la loi sur la formation de 1 %, les rapports à la CNESST). L'Ontario, en revanche, a activement tenté de réduire la bureaucratie – il a une **initiative « Ouvert aux affaires »** et a réduit de nombreuses exigences réglementaires ces dernières années, de la rationalisation des apprentissages à la numérisation des dépôts. Les deux provinces ont des marges d'amélioration, mais les commentaires indiquent que **l'Ontario peut être légèrement plus facile à naviguer pour une nouvelle entreprise** (moins de « surprises » dans les réglementations).

- **Permis et approbations** : Dans des domaines comme les permis environnementaux ou les approbations de grands projets industriels, les délais peuvent varier. Le Québec a un processus rigoureux d'examen environnemental (BAPE) qui a parfois retardé des projets, mais l'Ontario exige également des évaluations environnementales. Les permis de construire à Montréal et à Toronto peuvent tous deux être lents. Cependant, le Québec négocie souvent des « *projets d'investissement* » main dans la main avec Invest Québec, y compris la navigation des permis – un avantage si vous êtes un grand investisseur, car le gouvernement peut vous aider à réduire la bureaucratie. L'Ontario a Invest Ontario et des agences de développement économique locales qui aident également, mais le Québec est connu pour une approche plus interventionniste (ce qui peut être bon ou mauvais : utile pour les grands acteurs, peut-être bureaucratique pour les petits).
- **Réglementations linguistiques** : Nous devons souligner à nouveau les exigences réglementaires concernant la langue au Québec. La **Loi 96** récemment renforcée (adoptée en 2022) a resserré les règles de la langue française – par exemple, les entreprises de 25 employés et plus (auparavant 50+) doivent avoir le français comme langue de travail officielle et sont soumises à l'inspection de l'Office québécois de la langue française (OQLF). Les contrats d'adhésion (contrats types) doivent être en français (les versions bilingues étant facultatives). Les sites web ciblant les consommateurs québécois doivent être en français. Ces règles **ajoutent des étapes de conformité pour les entreprises au Québec** qui n'existent pas en Ontario. Le non-respect peut entraîner des amendes ou des retards (par exemple, un contrat uniquement en anglais pourrait être jugé nul par les tribunaux québécois si une version française n'était pas fournie sur demande). Il s'agit d'une couche réglementaire unique au Québec. De nombreuses entreprises s'adaptent en embauchant du personnel bilingue et des traducteurs – c'est gérable, mais c'est une considération administrative supplémentaire. L'Ontario n'a pas d'exigence comparable ; l'anglais est de facto, et la prestation de services en français est volontaire (sauf dans certaines interactions gouvernementales dans des zones désignées).

- **Système juridique** : Le système juridique du Québec pour le droit privé (contrats, propriété, responsabilité civile) est basé sur le Code civil, tandis que l'Ontario utilise la common law. Cela affecte principalement les avocats, mais les entreprises pourraient remarquer des différences dans la façon dont les contrats sont rédigés et interprétés. Par exemple, les **baux commerciaux** au Québec sont rédigés selon les principes du droit civil (et souvent en français), ce qui peut être peu familier à quelqu'un habitué aux baux de common law de l'Ontario. En pratique, tout avocat compétent peut s'en occuper, mais c'est quelque chose à prendre en compte en matière de conformité réglementaire et de résolution des litiges – un litige contractuel au Québec sera entendu dans un contexte de droit civil, ce qui peut avoir des règles par défaut différentes.

Dans l'ensemble, **l'Ontario est perçu comme ayant un environnement réglementaire légèrement plus favorable aux entreprises** – dans les classements, il devance souvent le Québec en matière de facilité de faire des affaires. Les réglementations du Québec, en particulier en matière de langue et de travail, ajoutent de la complexité mais font partie de l'exploitation sur ce marché distinct. De nombreuses entreprises naviguent avec succès dans les règles du Québec et y trouvent même des avantages (par exemple, le marketing en français peut attirer une clientèle fidèle, et le soutien gouvernemental est souvent disponible pour aider à la conformité). Pendant ce temps, l'Ontario offre un paysage réglementaire relativement uniforme et uniquement en anglais et s'est activement efforcé de réduire la bureaucratie, ce qui est positif pour les entrepreneurs.

Pour un entrepreneur ou une PME qui doit choisir entre les deux : Si vous appréciez la **simplicité et moins de particularités provinciales**, l'Ontario pourrait vous attirer davantage. Si vous êtes prêt à gérer **un peu plus de paperasse en échange d'autres avantages (comme des incitatifs ou l'accès au marché des clients francophones)**, l'environnement réglementaire du Québec est gérable – des milliers d'entreprises étrangères opèrent avec succès au Québec. Cela dépend vraiment de la familiarité et des ressources : les grandes entreprises n'ont souvent aucun problème à se conformer au Québec, tandis qu'une très petite startup pourrait trouver l'approche « plug-and-play » de l'Ontario plus facile au début.

Incitatifs et subventions gouvernementales

Les deux gouvernements provinciaux encouragent activement l'investissement des entreprises par le biais d'**incitatifs, de subventions et de programmes de soutien**, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les industries innovantes. Cependant, le style et l'orientation des incitatifs au Québec par rapport à l'Ontario peuvent différer. Voici un aperçu de ce qui est offert :

- **Incitatifs du Québec** : Le Québec est réputé pour un **large éventail de crédits d'impôt, de subventions et de financements à faible coût** pour stimuler les activités commerciales. La province adopte souvent une approche plus interventionniste, utilisant ses agences (comme

Investissement Québec) pour fournir des prêts ou même des capitaux propres à des projets stratégiques. Les programmes clés comprennent :

- **Crédits d'impôt pour l'innovation** : Comme mentionné précédemment, le Québec offre de lucratifs **crédits d'impôt pour la R&D** (crédits remboursables pour la recherche scientifique et le développement expérimental) qui peuvent rembourser **jusqu'à 30 % et plus des salaires de R&D** pour les petites entreprises, en plus des crédits fédéraux de la RS&DE (Source: funding.ryan.com)(Source: funding.ryan.com). En 2023, le Québec a annoncé un nouveau **Crédit d'impôt pour la recherche, l'innovation et la commercialisation (CRIC)** pour soutenir davantage la commercialisation de la R&D (Source: bioquebec.com). Il existe également le **crédit d'impôt pour le multimédia/jeu vidéo (37,5 % de la main-d'œuvre)** et le **crédit d'impôt pour le commerce électronique (30 % de la main-d'œuvre de développement informatique)**, qui ont été de grands attraits pour ces secteurs (Source: funding.ryan.com) (Source: funding.ryan.com). Un crédit d'impôt pour le **design** (24 % pour les activités de design industriel) encourage le travail de conception de produits au Québec (Source: funding.ryan.com).
- **Subventions et prêts** : Les programmes québécois comme **Innovexport**, **PME Croissance** et les fonds régionaux offrent des **subventions non remboursables ou des prêts à faible intérêt** aux entreprises qui se développent ou se modernisent. Par exemple, le **programme ESSOR** offre des subventions/prêts aux entreprises qui investissent dans l'amélioration de la productivité ou les expansions au Québec (Source: canada.ca). Le plan **PME 2025** alloue des dizaines de millions pour aider les PME à fort potentiel à prendre de l'expansion et à adopter des technologies de pointe (Source: newswire.ca). Il existe également des fonds spécialisés pour les secteurs : par exemple, « **InnovÉE** » pour les projets d'énergie propre, « **Prompt Partenar-IA** » qui finance des projets de collaboration en IA (couvrant 50 % des coûts de projet jusqu'à 1,5 M\$) (Source: funding.ryan.com)(Source: funding.ryan.com), et « **Primo-Adoptant** » qui accorde des subventions allant jusqu'à 75 000 \$ aux startups travaillant avec des incubateurs (Source: funding.ryan.com)(Source: funding.ryan.com). Investissement Québec (IQ) peut investir directement ou fournir du financement à de grands projets stratégiques – par exemple, IQ co-investit souvent dans des investissements majeurs dans la fabrication ou la technologie (comme le projet de batterie Northvolt, où le gouvernement du Québec a fourni des fonds).
- **Remises salariales et formation** : Le Québec rembourse parfois une partie des salaires pour les emplois créés dans certaines régions ou certains secteurs. Il subventionne également fortement les programmes de formation. Le nouveau budget a alloué 42,3 M\$ sur 3 ans spécifiquement pour soutenir les PME à fort potentiel par le biais d'initiatives d'innovation et de formation

(Source: newswire.ca)(Source: newswire.ca). Si vous embauchez des étudiants en stage coopératif ou des apprentis au Québec, il existe également des crédits d'impôt et des subventions.

- **Incitatifs sectoriels** : Le Québec aime créer des incitatifs sur mesure – par exemple, pour l'industrie du film/de la télévision (crédits de production remboursables jusqu'à 40 %), pour les projets d'**économie verte** (les budgets récents incluent des fonds pour l'innovation verte), et pour le **développement économique régional** (fonds pour encourager l'investissement dans les régions en dehors de Montréal/Québec). Par exemple, le programme d'**Aide régionale à l'industrie et à l'innovation (ARII)** fournit un financement (jusqu'à 50 % du coût du projet) pour les projets innovants dans les régions du Québec (Source: funding.ryan.com)(Source: funding.ryan.com).

En bref, l'approche du Québec consiste à cibler les domaines stratégiques et à *compenser généreusement les coûts* via le système fiscal ou un soutien direct. Les entreprises qui en profitent peuvent réduire considérablement leurs coûts d'exploitation au Québec (le gouvernement prend en charge une partie de vos coûts de R&D ou de création de contenu). La contrepartie est souvent une certaine surcharge administrative (demandes, dépôts de demandes de crédits, etc.), mais beaucoup trouvent que cela en vaut la peine.

- **Incitatifs de l'Ontario** : L'Ontario s'est historiquement davantage appuyé sur des réductions d'impôts générales, mais il dispose également de programmes spécifiques pour attirer et développer les entreprises. Voici quelques incitatifs notables :
- **Crédits d'impôt** : Les crédits d'impôt pour la R&D de l'Ontario (CIFO à 8 % remboursable pour les petites entreprises, CIFRO à 3,5 % non remboursable pour toutes les entreprises) existent, bien que moins généreux que ceux du Québec. L'Ontario dispose également d'un **crédit d'impôt pour le cinéma et la télévision (35 % provincial)** et d'un **crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs (environ 40 % sur la main-d'œuvre pour la production de jeux et de médias numériques)**. Bien que ces crédits soient intéressants, ils sont légèrement inférieurs ou plus restreints que leurs équivalents québécois (le crédit multimédia du Québec peut atteindre 37,5 % mais inclut des catégories plus larges comme les logiciels web) (Source: funding.ryan.com). Pour le secteur manufacturier, l'Ontario a mis en œuvre une **déduction accélérée pour amortissement** et d'autres radiations (parallèlement aux mesures fédérales) afin d'encourager l'investissement dans les machines. En 2025, l'Ontario ne dispose pas d'un crédit d'impôt général pour les entreprises comme le crédit pour le commerce électronique du Québec.
- **Subventions et fonds** : L'Ontario a tendance à utiliser des **concours de financement et des fonds de subvention régionaux**. Par exemple, le **Fonds pour l'innovation de l'Ontario** et le **Fonds Ontario uni** (qui a été utilisé pour soutenir le réoutillage manufacturier pendant la COVID) offrent des subventions ou des prêts pour des projets innovants. Le **Fonds de développement**

de l'Est de l'Ontario (FDEO) et le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario (FDSO) sont des programmes qui accordent des **subventions ou des prêts sans intérêt aux entreprises qui se développent ou investissent dans ces régions** (jusqu'à 15 % des coûts du projet, avec des subventions typiques de 500 000 \$ à 5 M\$). Le **Nord de l'Ontario** dispose du FNBNO (Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario) qui cofinance des projets visant à stimuler l'économie du Nord. Il existe également un soutien via **FedDev Ontario** (agence fédérale pour le Sud de l'Ontario) qui offre des subventions pour l'innovation et le développement communautaire. Bien que ces derniers ne soient pas strictement provinciaux, l'écosystème ontarien est tel que plusieurs canaux (provinciaux, fédéraux) se superposent.

- **Accords stratégiques** : L'Ontario a montré ces dernières années une volonté de conclure d'importants accords incitatifs pour les investissements majeurs. La province, aux côtés du gouvernement fédéral, a offert des incitatifs substantiels pour attirer l'usine de batteries de véhicules électriques de Volkswagen en 2023 (un ensemble qui s'élèverait à des milliards sur plusieurs années, principalement sous forme de subventions à la production) (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com)). De même, les accords avec les constructeurs automobiles (transition vers les véhicules électriques de Ford à Oakville, GM, etc.) ont impliqué des subventions gouvernementales. Ainsi, pour les **grands investisseurs, l'Ontario peut être très agressif** – tout comme le Québec peut l'être – mais cela se fait au cas par cas plutôt que par des crédits d'impôt permanents.
- **Programmes pour les PME** : L'Ontario propose des programmes de soutien aux petites entreprises, tels que les subventions *Vitrine numérique* pour aider les petits détaillants à adopter la technologie, des programmes de développement des exportations et des subventions pour les coûts de formation (souvent en partenariat avec la Subvention canadienne pour l'emploi fédérale). Le gouvernement de l'Ontario offre également des **subventions salariales** pour l'embauche de certains groupes (par exemple, stages pour jeunes, étudiants en coop, etc.) similaires à ceux du Québec.

En gros, les **incitatifs du Québec sont davantage codifiés dans le système fiscal (accessibles à toute entreprise admissible, en particulier pour la R&D et la création de contenu), tandis que ceux de l'Ontario sont souvent des programmes de subventions basés sur des demandes ou des accords ponctuels**. L'approche du Québec peut particulièrement bénéficier aux entreprises des secteurs de la **technologie, du multimédia et du design** – il n'est pas exagéré de dire que de nombreux studios de jeux vidéo se sont installés à Montréal principalement en raison des généreux crédits d'impôt qui réduisent considérablement leurs coûts de main-d'œuvre (Source: funding.ryan.com)(Source: funding.ryan.com). L'approche de l'Ontario peut nécessiter plus de navigation (trouver le bon programme ou s'engager avec le gouvernement pour un ensemble sur mesure).

Pour les **entrepreneurs et les PME**, les deux provinces offrent un riche écosystème de soutien – des incubateurs et subventions de recherche à l'aide à l'exportation. Si l'innovation est votre priorité, le nouveau CRIC du Québec et d'autres crédits d'innovation pourraient faire pencher la balance en sa faveur (Source: bioquebec.com)(Source: newswire.ca). Si vous êtes dans le secteur manufacturier, les deux provinces offrent un soutien à l'investissement en capital (l'Ontario via des fonds régionaux, le Québec via les prêts d'Investissement Québec et éventuellement des rabais sur l'électricité). Si vous envisagez d'exporter ou de prendre de l'expansion, l'agence *Invest Ontario* et *Invest Québec* sont des points de contact – les deux peuvent fournir de l'aide, mais IQ peut également offrir du financement.

Une information exploitable : **considérez l'effet net des incitatifs sur le résultat net de votre entreprise**. Par exemple, une startup technologique effectuant de la R&D et du développement de logiciels pourrait au Québec obtenir une grande partie des salaires remboursée via des crédits (réduisant ainsi considérablement le coût effectif de la main-d'œuvre), tandis qu'en Ontario, elle pourrait compter sur la RS&DE fédérale plus un crédit provincial plus petit. D'autre part, si la facilité et la rapidité sont une préoccupation majeure, les subventions de l'Ontario (une fois approuvées) sont des liquidités directes, tandis que les crédits du Québec sont obtenus après les dépenses. Tenez également compte des **priorités gouvernementales** : actuellement, les deux gouvernements privilégient l'**innovation, les technologies propres, le développement régional et la création d'emplois**. Les projets s'alignant sur ces objectifs peuvent bénéficier de nombreux programmes dans l'une ou l'autre province.

Transport et Infrastructures

L'infrastructure – des réseaux de transport à la connectivité numérique – est le fondement des opérations commerciales. L'Ontario et le Québec disposent tous deux d'infrastructures bien développées, mais il existe des différences en termes de portée du réseau et d'emplacement stratégique :

- **Position géographique et accès commercial** : L'Ontario offre un accès inégalé au **marché américain** via de multiples postes frontaliers. Le Sud de l'Ontario borde d'importants États américains (Michigan, New York) et compte **cinq points de passage frontaliers terrestres majeurs** (Windsor-Detroit, Sarnia-Port Huron, Niagara-Buffalo, Thousand Islands et Champlain) facilitant un trafic routier intense. Le **corridor Windsor-Detroit** en particulier est la frontière terrestre commerciale la plus achalandée d'Amérique du Nord, essentielle pour les chaînes d'approvisionnement de l'industrie automobile juste-à-temps. Pour une entreprise dépendante des exportations vers les États-Unis, être en Ontario (surtout dans le Sud-Ouest de l'Ontario) peut signifier des chaînes d'approvisionnement plus courtes et plus directes vers les clients américains. Le Québec borde également les États-Unis (New York, Vermont, Maine) et compte plusieurs postes frontaliers (comme Lacolle-Champlain au sud de Montréal) – qui sont également très utilisés pour le commerce – mais les volumes sont inférieurs à ceux des portes d'entrée de Detroit ou Buffalo en

Ontario. En bref, la **situation géographique de l'Ontario offre un avantage logistique pour le commerce orienté vers les États-Unis**, se connectant à la ceinture manufacturière du Midwest et à la côte Est des États-Unis. L'avantage du Québec est davantage pour le **commerce européen** – le Port de Montréal offre une liaison maritime directe vers l'Europe et est plus proche de l'Europe de 2 jours de navigation que New York, ce que les exportateurs exploitent parfois (Source: britannica.com)(Source: britannica.com).

- **Ports et transport maritime : Montréal est un port majeur** sur la Voie maritime du Saint-Laurent, gérant le trafic de conteneurs, le vrac et servant de porte d'entrée maritime mondiale. C'est le deuxième port le plus achalandé du Canada après Vancouver et la principale porte d'entrée pour les marchandises en provenance d'Europe et de la Méditerranée. La ville de Québec possède également un port (plus petit, principalement pour les marchandises en vrac). L'Ontario, étant principalement enclavé (à l'exception du système des Grands Lacs), ne possède pas de ports maritimes mondiaux en dehors des ports des Grands Lacs comme Hamilton et Thunder Bay, qui gèrent les marchandises en vrac (céréales, acier) se déplaçant à l'intérieur des terres. Ainsi, les entreprises qui dépendent de **l'import/export par bateau pourraient trouver le Québec plus pratique** en raison de l'accès direct au port – par exemple, importer des machines européennes via Montréal puis les transporter par camion vers l'Ontario/Québec. Cependant, pour le **commerce transpacifique**, les deux provinces passent généralement par les ports de la côte Est ou par transport intermodal ferroviaire depuis Halifax/New York (pour le Québec) ou par transport ferroviaire/routier depuis les ports de la côte Ouest (pour l'Ontario).
- **Voyages aériens et connectivité : L'Aéroport international Toronto Pearson** est le plus grand et le plus achalandé du Canada, avec de vastes connexions mondiales. C'est un hub qui offre des vols directs quotidiens vers les principaux centres d'affaires mondiaux (New York, Los Angeles, Londres, Hong Kong, etc.). Pour les voyages d'affaires internationaux, la connectivité de Pearson est un atout majeur – on peut atteindre de nombreuses destinations sans escale depuis Toronto. **L'Aéroport international Montréal-Trudeau** est également un aéroport important, avec une très bonne connectivité vers l'Europe, les États-Unis et d'autres villes canadiennes (et quelques vols directs vers l'Asie, l'Amérique latine, etc., bien que moins nombreux que Pearson). Les liaisons aériennes de Montréal sont également excellentes vers Paris et d'autres marchés francophones. Pour une entreprise ayant de fréquents visiteurs ou voyages internationaux, **l'avantage de Toronto réside dans son volume de vols** (et ses multiples aéroports, y compris Billy Bishop pour les vols courts). Cela dit, l'aéroport de Montréal est souvent moins congestionné et plus proche du centre-ville, ce qui peut être pratique. Les deux provinces disposent également de solides réseaux d'aéroports régionaux (Ottawa, Québec, etc., chacun ayant des aéroports internationaux mais moins de vols directs outre-mer).

- **Infrastructures routières et ferroviaires** : Les deux provinces sont sillonnées par des autoroutes et des lignes ferroviaires majeures. Les **autoroutes 400 de l'Ontario** (par exemple, les autoroutes 401, 400, 403) sont des corridors de fret essentiels – la 401 traversant Toronto est l'une des autoroutes les plus achalandées d'Amérique du Nord, reliant Detroit à Montréal via le Sud de l'Ontario. Le système autoroutier du Québec relie ses villes (par exemple, l'A-20 de Montréal à Québec, qui se prolonge comme la 401 de l'Ontario vers Toronto). En général, le **corridor Québec-Windsor (s'étendant de Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, jusqu'à Windsor)** est l'épine dorsale économique du Canada, et l'infrastructure le long de ce corridor est bien développée mais aussi fortement utilisée. Rail : les chemins de fer Canadien National (CN) et Canadien Pacifique (CP/Kansas City Southern) exploitent des lignes principales à travers l'Ontario et le Québec, Montréal et Toronto étant des hubs ferroviaires clés. Ceci est bénéfique pour les expéditions en vrac et le transport intermodal de conteneurs. **Transport interurbain** : Des projets comme le train à grande fréquence proposé entre Toronto-Ottawa-Montréal pourraient intégrer davantage le corridor dans les années à venir, améliorant la connectivité des passagers et peut-être du fret léger. Pour l'instant, VIA Rail assure le transport ferroviaire de passagers sur cette route, et est mieux développé au Québec/Ontario qu'ailleurs au Canada.
- **Infrastructures urbaines** : Toronto et Montréal disposent toutes deux de vastes réseaux de transport en commun (métros, autobus, trains de banlieue). Le transport en commun de Montréal est assez robuste et la ville a récemment inauguré le nouveau réseau de train léger REM pour améliorer la connectivité. Le transport en commun de Toronto est plus vaste mais fait face à des problèmes de capacité et la congestion routière est sévère. La qualité des infrastructures (routes, ponts) est une plainte courante à Montréal, qui a des ponts vieillissants et des routes notoirement sujettes aux nids-de-poule, bien que des investissements importants (comme le nouveau pont Champlain et l'échangeur Turcot) en aient modernisé certaines parties. Toronto a également des goulots d'étranglement de la circulation et des autoroutes vieillissantes (la Gardiner Expressway, etc.). Du point de vue des affaires, la **congestion de Montréal est légèrement moins grave que celle de Toronto**, ce qui signifie que les trajets des employés ou le transport par camion peuvent être un peu plus prévisibles (les navetteurs de Toronto sont souvent confrontés à des temps de trajet plus longs). Cependant, les deux gouvernements municipaux investissent pour s'améliorer – Toronto dans l'expansion du transport en commun et Montréal dans la rénovation des routes.
- **Infrastructures énergétiques** : Comme mentionné, le réseau électrique du Québec est un atout majeur – non seulement pour son coût, mais aussi pour sa fiabilité et sa durabilité (presque 100 % renouvelable). Le réseau de l'Ontario est un mélange (nucléaire, hydroélectrique, gaz, énergies renouvelables) et dispose d'une capacité adéquate, mais ses coûts sont plus élevés. Pour les entreprises axées sur l'**énergie propre** ou ayant des mandats de durabilité, l'infrastructure énergétique du Québec permet des opérations à quasi zéro émission de carbone, ce qui peut être un

argument de vente. L'Ontario se développe également dans les énergies renouvelables et a depuis longtemps éliminé le charbon, elle est donc relativement propre, mais pas dans la même mesure que le Québec.

- **Télécommunications** : Les deux provinces disposent de réseaux de télécommunications modernes (déploiement de la 5G mobile, internet haute vitesse largement disponible dans les zones urbaines). La large bande rurale est un défi dans certaines parties de chaque province, bien que l'Ontario ait récemment beaucoup investi dans l'expansion de la large bande rurale. Pas de différence majeure ici – Toronto et Montréal sont toutes deux bien desservies par les opérateurs.

En résumé, **l'avantage de l'infrastructure de l'Ontario réside dans l'accès physique à l'énorme marché américain et la connectivité mondiale de Toronto**, tandis que **l'avantage du Québec est son énergie renouvelable à faible coût et son accès portuaire à l'Europe**. Les deux provinces constituent le cœur du réseau d'infrastructures du Canada, de sorte qu'à bien des égards, elles partagent des atouts (le corridor routier/ferroviaire intégré). Si votre entreprise est fortement dépendante de la chaîne d'approvisionnement et axée sur les États-Unis, être en Ontario (plus près de Detroit/Buffalo) pourrait réduire les temps/coûts de transport. Si vous dépendez d'une forte consommation d'électricité ou du commerce européen, le Québec offre des avantages clairs.

Il convient également de noter la collaboration : l'Ontario et le Québec ont une stratégie de porte d'entrée continentale et de corridor commercial pour améliorer conjointement l'efficacité des transports (Source: tac-atc.ca), reconnaissant leur interdépendance. Par exemple, les marchandises du Québec transitent souvent par l'Ontario pour atteindre les marchés américains et vice versa. En tant qu'entreprise, vous pouvez en fait exploiter les deux – par exemple, acheminer des marchandises via le Port de Montréal, puis les transporter par camion vers un centre de distribution ontarien pour l'exportation vers les États-Unis. L'infrastructure est complémentaire, et dans le contexte canadien, ces deux provinces offrent ensemble un réseau dense que toute entreprise peut exploiter.

Éducation et écosystème de R&D

L'accès aux talents et à l'innovation est soutenu par l'écosystème d'éducation et de recherche d'une région. Le Québec et l'Ontario excellent tous deux dans ce domaine, avec des universités de renommée mondiale, des institutions de recherche et une gamme de soutiens à la R&D – bien qu'il existe des nuances en termes d'orientation et d'échelle :

- **Universités et collèges** : L'Ontario compte **22 universités et 24 collèges**, y compris certaines des institutions les mieux classées au Canada (et dans le monde). L'Université de Toronto est souvent classée n°1 au Canada et reconnue mondialement pour sa production de recherche. Waterloo est réputée en ingénierie et en informatique (et pour son programme coopératif qui alimente les entreprises technologiques en talents). Western, Queen's, McMaster, Ottawa et d'autres produisent

des diplômés de premier plan en affaires, en sciences de la santé, etc. La taille même de l'Ontario signifie qu'elle produit un *grand volume de diplômés* – plus de **70 000 diplômés en STIM par an** de son système postsecondaire (Source: siteselection.com), plus beaucoup d'autres en affaires, arts, etc. Le Québec compte **18 universités** (y compris ses systèmes français et anglais distincts et uniques à Montréal – par exemple, McGill/Concordia (anglophones) et Université de Montréal/UQAM (francophones) – doublant ainsi certaines ressources). L'Université McGill est mondialement reconnue, notamment en médecine, en IA et en neurosciences ; l'Université de Montréal et ses affiliées (Polytechnique, HEC) sont des leaders en IA (MILA), en génie aérospatial et en affaires en français ; l'Université Laval (Québec) et d'autres offrent une recherche solide dans des domaines comme l'optique/photonique, l'agroalimentaire, la foresterie, et plus encore. Les universités de Montréal accueillent collectivement plus de 200 000 étudiants, ce qui en fait l'un des plus grands pôles étudiants d'Amérique du Nord. Le **niveau de scolarité** est élevé dans les deux provinces, bien que la proportion d'Ontariens ayant fait des études universitaires soit légèrement plus élevée en raison d'un afflux d'immigrants diplômés et d'une longue tradition de fréquentation universitaire. Le Québec a historiquement vu plus de gens fréquenter le collège (CÉGEP) avant d'entrer sur le marché du travail ou à l'université – mais il affiche toujours un solide taux d'obtention de diplômes (la majorité des jeunes Québécois obtiennent une forme d'éducation postsecondaire). Pour les entreprises, cela signifie un **talent local abondant** et des opportunités de collaboration industrie-université. Les deux gouvernements provinciaux investissent également dans l'enseignement supérieur pour aligner les compétences sur les besoins de l'industrie (les récentes augmentations de places en ingénierie en Ontario, le financement du Québec pour les centres d'IA, etc.).

- **Pôles de R&D et d'innovation** : Les deux provinces abritent des pôles d'innovation dynamiques, souvent centrés autour d'universités ou de parcs technologiques urbains. **Toronto** abrite le MaRS Discovery District (l'un des plus grands pôles d'innovation urbains au monde) et est forte en fintech, en IA (Vector Institute), en médecine régénérative (par exemple, Stem Cell Network), et plus encore. **Ottawa** se distingue en télécommunications et en technologie de défense (héritage de Nortel, et maintenant des entreprises comme Shopify et de nombreuses petites startups). La région de **Waterloo** est réputée pour son écosystème de startups (en particulier dans les logiciels d'entreprise, la cybersécurité et l'informatique quantique via le Perimeter Institute). Au **Québec**, **Montréal** est le point focal de l'innovation : elle abrite le **pôle d'IA de Montréal** (MILA, Element AI (maintenant partie de ServiceNow), le laboratoire d'IA de Meta, l'équipe Google Brain, etc.), un **pôle de jeux vidéo et de médias numériques** (Ubisoft, EA, des dizaines de studios indépendants), et une solide R&D aérospatiale ancrée par des entreprises et des institutions (le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec – CRIAQ – favorise la collaboration entre le milieu universitaire et l'industrie). Montréal est également un chef de file en **recherche pharmaceutique** (avec des centres de recherche de Merck, Pfizer, Novartis, etc., et le Centre de vaccins de McGill). La ville de Québec, bien que plus petite, possède un **pôle d'optique et de photonique** unique

(autour de l'Université Laval et de l'INO – Institut National d'Optique) et une scène technologique en croissance (par exemple, l'IA appliquée à l'assurance, en raison de la présence d'Industrielle Alliance).

- **Dépenses en recherche** : Le Québec affiche constamment l'une des intensités de R&D les plus élevées au Canada (dépenses en R&D en % du PIB). Cela est en partie dû aux **incitatifs provinciaux à la R&D** et à la présence de secteurs à forte intensité de R&D (aérospatiale, pharmaceutique). Par exemple, les dépenses intérieures brutes de recherche et développement (DIRD) du Québec ont avoisiné 2,4 % du PIB ces dernières années, soit plus que celles de l'Ontario (environ 1,8 %) (Source: en.wikipedia.org)(Source: en.wikipedia.org). Le gouvernement du Québec finance directement une grande partie de la recherche (par l'intermédiaire d'organismes comme les Fonds de recherche du Québec) et soutient la commercialisation (par exemple, les budgets récents ont alloué plus de 600 millions de dollars à l'innovation sur 5 ans, y compris un nouveau programme de zones d'innovation) (Source: grantmatch.com)(Source: grantmatch.com). L'Ontario, de par sa taille, a les dépenses absolues en R&D les plus importantes, mais en proportion de son économie plus vaste, elles sont légèrement inférieures – l'Ontario s'appuie davantage sur la R&D du secteur privé dans la technologie, l'automobile, etc., et sur les laboratoires de recherche fédéraux (comme les laboratoires du CNRC à Ottawa et ailleurs). Le soutien de l'Ontario à la R&D passe souvent par des initiatives conjointes fédérales-provinciales ou des crédits d'impôt plutôt que par des dépenses provinciales uniquement. Néanmoins, l'Ontario compte de nombreux parcs de recherche (par exemple, le McMaster Innovation Park, les pôles de recherche de Western en fabrication de pointe, etc.) et des **supergrappes d'innovation** (la *Supergrappe de fabrication de pointe* dont le siège est en Ontario et la *Supergrappe des chaînes d'approvisionnement axées sur l'IA* avec des pôles en Ontario et au Québec).
- **Collaboration et subventions** : Les deux provinces bénéficient de programmes fédéraux d'innovation (par exemple, les subventions du PARI-CNRC pour les PME, le Fonds stratégique pour l'innovation du Canada qui a accordé d'énormes subventions à des projets en Ontario et au Québec). Au niveau provincial, la nouvelle initiative des **zones d'innovation du Québec** crée des pôles géographiquement concentrés où le gouvernement investira dans les infrastructures et les incitatifs pour stimuler des domaines spécifiques (par exemple, une « **Zone d'innovation aérospatiale – Espace Aéro** » à Longueuil axée sur l'aviation de nouvelle génération, et une « **Zone d'innovation quantique** » à Sherbrooke). L'Ontario n'utilise pas le terme « zones » mais utilise son **Fonds de recherche de l'Ontario et ses Centres d'excellence de l'Ontario (récemment renommés Ontario Innovates)** pour financer la R&D collaborative industrie-université à travers la province. Pour une entreprise cherchant à s'engager dans la recherche ou à s'associer à des universités, **les deux provinces sont un terrain très fertile**. Cela pourrait dépendre de la spécialité : par exemple, pour l'IA et l'apprentissage profond, Montréal est sans doute le chef de file mondial ; pour l'informatique quantique, Waterloo est un point névralgique ; pour la R&D automobile, la région de Toronto/Oshawa

dispose d'installations clés (et Ottawa pour la technologie des véhicules autonomes) ; pour les sciences de la vie, Toronto a l'avantage en recherche clinique (avec son réseau d'hôpitaux et l'Université de Toronto), tandis que Montréal excelle dans la recherche sur les vaccins et les produits biologiques.

- **Rétention des talents et formation** : La qualité de l'éducation est élevée dans les deux provinces, mais **la langue peut influencer la dynamique des talents**. De nombreux étudiants francophones du monde entier (France, Afrique du Nord) viennent étudier au Québec (souvent attirés par les frais de scolarité plus bas en français), et un bon nombre d'entre eux y restent, renforçant le bassin de talents du Québec. L'Ontario, en particulier Toronto, attire également un grand nombre d'étudiants internationaux – ceux-ci peuvent constituer un vivier de travailleurs qualifiés (s'ils obtiennent la résidence permanente). Les provinces investissent également dans la formation : le **Fonds de développement des compétences** de l'Ontario et la **loi du 1 % pour la formation** du Québec encouragent tous deux le perfectionnement des compétences des travailleurs. La culture de collaboration du Québec entre les collèges (CÉGEP) et l'industrie est remarquable – par le biais de « centres de transfert technologique » qui aident les PME à résoudre des problèmes concrets. Les collèges de l'Ontario produisent également des diplômés prêts à l'emploi dans les métiers et les domaines appliqués dont les entreprises ont besoin.

En substance, **l'Ontario offre ampleur et étendue en matière d'éducation/R&D, tandis que le Québec offre une profondeur dans certains domaines stratégiques et un environnement de financement de la R&D fortement favorable**. Les entrepreneurs dans les domaines de pointe trouveront des communautés de soutien dans les deux endroits. Par exemple, une nouvelle startup en IA pourrait choisir Montréal pour côtoyer les chercheurs du MILA et bénéficier du vivier de talents en IA du Québec, ou elle pourrait choisir Toronto pour être proche du Vector Institute et des clients du secteur financier. Les deux obtiendraient d'excellents talents – Montréal pourrait avoir plus de doctorats en IA, Toronto plus de développeurs de produits IA, pour ainsi dire.

Une perspective concrète est de tirer parti des **partenariats universitaires** : les deux provinces encouragent l'industrie à accéder aux installations et à l'expertise des universités (par le biais de la recherche subventionnée, des programmes coopératifs, des incubateurs, etc.). Par exemple, les entreprises ontariennes embauchent souvent des étudiants en stage coopératif de Waterloo ou de l'UofT – ce qui est subventionné par des programmes gouvernementaux – leur donnant un accès précoce aux meilleurs talents. Les entreprises québécoises pourraient s'associer à Polytechnique Montréal pour la recherche en ingénierie avec l'aide d'une **bourse de stage MITACS** (soutenue par le gouvernement fédéral mais couramment utilisée au Québec). L'infrastructure d'innovation est robuste dans les deux provinces, les entreprises devraient donc en tirer parti pour rester compétitives.

Démographie et tendances démographiques

Les tendances démographiques affectent la taille du marché, la dynamique de la main-d'œuvre et les opportunités futures. Voici comment le Québec et l'Ontario se comparent et quelles tendances sont importantes du point de vue des affaires :

- **Taille et croissance de la population** : L'Ontario est la province la plus peuplée du Canada avec environ **16,2 millions d'habitants en 2025** (Source: www150.statcan.gc.ca), tandis que le Québec est deuxième avec environ **9,1 millions d'habitants** (Source: www150.statcan.gc.ca). L'Ontario a près du **double** de la population du Québec. De plus, la population de l'Ontario a crû à un rythme plus rapide récemment – grâce en grande partie à l'immigration. En 2022-2024, l'Ontario a connu une croissance démographique record (plus de 2 % par an à un moment donné, la plus élevée depuis des décennies), alimentée par des objectifs d'immigration fédéraux élevés et de nombreux nouveaux arrivants s'installant à Toronto et dans ses régions environnantes. La croissance démographique du Québec a été plus modeste (environ 1 % à 1,3 % par an), en partie délibérément : le Québec fixe ses propres niveaux d'immigration annuels un peu plus bas par rapport à sa population (cherchant à équilibrer l'intégration des nouveaux arrivants dans la société française). Par exemple, en 2024, la population du Canada a augmenté de 1,8 % (Source: www150.statcan.gc.ca), mais celle du Québec n'a augmenté que d'environ 1,1 %, tandis que celle de l'Ontario a augmenté d'environ 2 % (les chiffres exacts varient d'un trimestre à l'autre, mais l'Ontario a ajouté beaucoup plus de chiffres absolus) (Source: www150.statcan.gc.ca) (Source: economics.td.com). Cela signifie que **le marché et le bassin de main-d'œuvre de l'Ontario s'étendent plus rapidement**, ce qui présente des avantages et des inconvénients : avantages – une base de consommateurs croissante, plus de travailleurs potentiels ; inconvénients – des tensions potentielles sur le logement, les infrastructures et le besoin de création d'emplois pour suivre le rythme. La croissance plus lente du Québec signifie une population plus stable mais vieillissante.
- **Immigration et diversité** : L'Ontario est extrêmement multiculturelle – environ 30 % de sa population est née à l'étranger, et à Toronto, ce chiffre avoisine les 50 %. Les nouveaux immigrants viennent principalement d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique, contribuant à une société diversifiée avec de nombreuses langues (bien que l'anglais soit la lingua franca). Cette diversité peut être un atout commercial (facilité à trouver des employés ayant des compétences linguistiques mondiales, par exemple) et crée un marché de consommation cosmopolite aux goûts variés (soutenant les entreprises de niche, les marchés de produits ethniques, etc.). Le Québec, en dehors de Montréal, est plus homogène (majorité franco-canadienne). Montréal elle-même est assez diverse (environ 23 % de la population de Montréal est immigrante, et ce chiffre est en croissance) mais globalement, le Québec a une proportion plus faible d'immigrants (environ 15 % de la population) (Source: en.wikipedia.org). Il est important de noter que les nouveaux arrivants au Québec sont également tenus de s'intégrer au français ; de nombreux immigrants au Québec sont francophones (originaires

de lieux comme Haïti, l'Afrique du Nord, la France). Du point de vue des affaires : en Ontario, en particulier à Toronto/GTA, vous pouvez facilement trouver des communautés et des réseaux pour pratiquement toute ethnie ou langue – utile pour les entreprises ciblant les marchés mondiaux ou ayant besoin de connaissances culturelles spécifiques. Au Québec, l'accent sera mis sur l'intégration à la majorité francophone, bien que Montréal offre un environnement multiculturel bilingue.

- **Vieillesse et remplacement de la main-d'œuvre** : Les deux provinces sont confrontées à des populations vieillissantes, mais le profil démographique du Québec est plus âgé. Le Québec a historiquement eu des taux de natalité plus bas et, pendant un certain temps, une immigration plus faible, ce qui a conduit à un âge médian plus élevé (environ 42 ans) par rapport à l'Ontario (environ 40 ans). La proportion de personnes âgées (65 ans et plus) au Québec est légèrement supérieure à celle de l'Ontario. Cela signifie que le Québec aura un ratio de dépendance des personnes âgées plus élevé, ce qui pourrait mettre à rude épreuve les soins de santé et réduire la main-d'œuvre. L'immigration plus agressive de l'Ontario a contribué à maintenir la croissance de sa population en âge de travailler. Pour les employeurs, cela pourrait impliquer que **les pénuries de main-d'œuvre dans certains métiers ou professions qualifiés pourraient devenir plus aiguës plus tôt au Québec** à moins d'être atténuées par des gains de productivité ou l'immigration. En effet, le chômage au Québec a atteint des niveaux records avant la pandémie et de nouveau en 2022 (oscillant autour de 4 à 5 %), indiquant un marché du travail tendu, en particulier en dehors de Montréal. L'Ontario a également un faible taux de chômage, mais ses afflux plus importants de jeunes et d'immigrants amortissent quelque peu l'impact.
- **Langue et population** : Au Québec, environ 85 % de la population est francophone (langue maternelle française) (Source: canada.ca), bien que beaucoup parlent également anglais. La minorité anglophone du Québec (environ 8 à 10 % de locuteurs natifs de l'anglais, principalement à Montréal) est restée stable ou a légèrement augmenté en raison de la migration interprovinciale canadienne (certaines personnes d'autres régions du Canada déménageant vers l'économie technologique croissante de Montréal). En Ontario, les francophones sont une petite minorité (environ 4 % des Ontariens parlent français à la maison) (Source: canada.ca). Cela joue un rôle dans les considérations liées à la main-d'œuvre (comme discuté) mais aussi sur le marché : le Québec offre **le principal marché de consommation francophone du Canada**. Les entreprises qui peuvent répondre aux besoins des Québécois en français ont accès à environ 9 millions de consommateurs ayant des préférences culturelles distinctes. De nombreuses entreprises traitent le Québec comme un marché distinct dans leurs stratégies marketing pour cette raison. Inversement, l'Ontario fait partie du grand marché nord-américain anglophone – les produits testés en Ontario peuvent facilement s'étendre aux États-Unis/Royaume-Uni/etc.
- **Urbanisation** : Les deux provinces sont fortement urbanisées. La population de l'Ontario est concentrée dans la région du Grand Toronto (environ 50 % de la population de l'Ontario) et une série de villes le long de l'autoroute 401 (Ottawa, Hamilton, London, etc.). La population du Québec est

concentrée le long du Saint-Laurent, avec environ la moitié dans la région du Grand Montréal et environ 15 % dans la région de Québec. Les zones rurales des deux provinces sont moins peuplées aujourd'hui qu'il y a des décennies, car les gens se déplacent vers les villes pour les opportunités. Les entreprises trouveront les grands centres urbains des deux provinces comme les emplacements privilégiés pour les talents et les clients. Les villes secondaires comme **Ottawa, Hamilton, Kitchener-Waterloo en Ontario** et **Québec, Gatineau, Sherbrooke au Québec** offrent également des bassins de talents spécialisés et des coûts potentiellement plus bas. Il est à noter qu'Ottawa-Gatineau s'étend sur les deux provinces, faisant le pont entre la main-d'œuvre de l'Ontario et celle du Québec (avec de nombreux fonctionnaires fédéraux bilingues vivant de chaque côté de la rivière). Cette métropole bi-provinciale a une dynamique unique mais montre également à quel point les deux provinces peuvent être étroitement liées en pratique.

Pour les dirigeants d'entreprise, ces aperçus démographiques suggèrent : **l'Ontario offre un marché intérieur plus vaste et à croissance plus rapide**, avec la jeunesse et la diversité injectant du dynamisme (mais augmentant également la concurrence pour le logement/les talents). **Le Québec offre un marché de taille considérable avec une base stable et une identité culturelle unique**, où la croissance est constante mais plus lente, et le maintien d'une main-d'œuvre francophone est primordial. Si la stratégie d'expansion d'une entreprise inclut l'accès à de nouvelles bases de clients, la croissance et la diversité de l'Ontario pourraient offrir plus d'opportunités (par exemple, les communautés immigrantes comme nouveaux clients, ou simplement la taille du marché dans le Grand Toronto). Si le produit d'une entreprise pouvait attirer les consommateurs francophones ou si elle valorise la stabilité, le marché du Québec n'est pas à négliger – il est semblable à un pays européen de taille moyenne en termes de population, avec ses propres tendances et loyautés. Par exemple, les consommateurs québécois privilégient souvent les marques locales et ont des canaux médiatiques et publicitaires distincts (médias français). Une approche sur mesure est nécessaire, mais la fidélité peut être forte une fois la confiance établie.

Autre tendance : la **migration interprovinciale** a historiquement vu des flux de personnes du Québec vers d'autres provinces (pour des raisons économiques ou de préférence linguistique) – bien que la renaissance technologique de Montréal ait en fait attiré des gens d'autres provinces récemment. L'Ontario a parfois perdu des gens au profit de provinces moins chères (comme de nombreux retraités déménageant au Canada atlantique ou de jeunes familles en Alberta par le passé), mais à l'heure actuelle, les gains de population de l'Ontario sont robustes. Les entreprises devraient considérer d'où pourrait venir le futur talent : l'Ontario continuera probablement d'attirer des talents mondiaux ; le Québec s'efforce d'augmenter modestement l'immigration mais, plus important encore, de **retenir ses diplômés** (il a lancé des initiatives pour maintenir les étudiants internationaux et les diplômés anglophones dans la province en améliorant leurs opportunités économiques).

En somme, **la démographie prépare le terrain pour les futures conditions de main-d'œuvre et de marché** – la scène de l'Ontario est celle de la croissance et de la diversité, celle du Québec est celle du maintien de la vitalité par une croissance sélective et une continuité culturelle. Les deux peuvent être avantageux selon le marché cible et la stratégie d'embauche d'une entreprise.

Qualité de vie et coût de la vie

La qualité de vie affecte la capacité d'une entreprise à attirer et à retenir les talents, et peut indirectement affecter les coûts d'entreprise (par les attentes salariales, par exemple). L'Ontario et le Québec offrent tous deux une qualité de vie élevée selon les normes mondiales, mais il existe des différences notables qui pourraient influencer les professionnels mobiles ou donner à une province un avantage en matière d'attraction des talents :

- **Coût de la vie – Logement** : Le logement est souvent le coût le plus important pour les employés. **Le Québec (en particulier Montréal) bénéficie d'un coût du logement significativement plus bas que les grandes villes de l'Ontario.** Par exemple, le **prix moyen d'une maison dans la région de Montréal est d'environ 650 000 \$ CA à la mi-2025**, tandis que dans la région du Grand Toronto, il est d'environ **1 000 000 \$ CA (un million)**(Source: wowa.ca)(Source: nesto.ca). C'est un écart considérable – en gros, acheter une maison à Toronto coûte 1,5 à 2 fois plus cher qu'à Montréal pour une propriété similaire. Même sur les marchés locatifs, les loyers moyens de Montréal sont plus bas : un appartement de 2 chambres à Montréal pourrait se louer entre 1 500 \$ et 1 800 \$ CA/mois dans un quartier central, tandis qu'à Toronto, il pourrait facilement coûter entre 2 400 \$ et 2 800 \$ CA/mois ou plus. En dehors des grandes métropoles, le logement est moins cher dans les deux provinces, mais les villes secondaires de l'Ontario (comme Hamilton, Kitchener) ont connu d'énormes hausses de prix ces dernières années en raison du débordement de Toronto, les rendant plus chères par rapport aux revenus que des villes québécoises similaires. Québec, par exemple, reste très abordable (prix médian des maisons bien en dessous de 400 000 \$ CA). Cela signifie que **les employés au Québec subissent généralement moins de stress financier lié au logement**, ce qui peut se traduire par des exigences salariales plus faibles pour une vie confortable. Pour les entreprises, le coût du logement plus bas à Montréal est un argument de vente lors du recrutement de talents (en particulier de l'étranger ou d'autres régions du Canada) – on peut vanter le loyer plus bas et la culture vibrante. Les coûts élevés du logement à Toronto sont devenus une préoccupation pour la rétention des talents (par exemple, les jeunes professionnels ont du mal à acheter des maisons, certains envisagent de déménager vers des régions moins chères). Le gouvernement de l'Ontario s'efforce d'augmenter l'offre de logements, mais c'est un défi permanent.

- **Autres coûts de la vie** : Au-delà du logement, les **services de garde d'enfants/garderies** sont un facteur de différenciation frappant. Le Québec est réputé pour son système de garderies subventionnées – les parents paient environ **8,85 \$ par jour** par enfant dans les centres de la petite enfance (CPE) subventionnés. C'est nettement moins cher que l'Ontario, où jusqu'à récemment, les garderies pouvaient facilement coûter entre 1 000 \$ et 1 500 \$ par mois par enfant. (L'Ontario a adhéré à un plan fédéral visant à réduire les frais à environ 10 \$ par jour d'ici 2026, et les frais ont commencé à baisser – en 2024, ils étaient environ la moitié des niveaux d'avant le plan – mais le Québec a longtemps eu l'avantage ici) (Source: retailcouncil.org)(Source: govdocs.com). Pour les parents qui travaillent, cela remet effectivement des milliers de dollars dans leurs poches au Québec, réduisant le salaire dont ils auraient besoin pour maintenir le même niveau de vie. Les **coûts d'éducation** (frais de scolarité) sont également plus bas pour les résidents du Québec pour l'université – quelqu'un pourrait terminer des études supérieures avec moins de dettes, ajoutant à la qualité de vie. **Épicerie, biens de consommation et taxes de vente** : Les produits d'épicerie coûtent des montants similaires dans les deux provinces, bien que certaines spécificités varient (le Québec a une électricité moins chère, donc des choses comme les produits ou services à forte consommation d'électricité peuvent être moins chers ; de plus, la bière/le vin est moins cher au Québec en raison des marges différentes appliquées par la société des alcools). La taxe de vente est légèrement plus élevée au Québec (environ 15 % contre 13 % en Ontario), ce qui peut rendre les achats de consommation marginalement plus chers là-bas (Source: retailcouncil.org). Cependant, de nombreux Québécois diront que des choses comme l'assurance automobile et l'université sont moins chères, compensant cela. **Transport** : Les prix de l'essence sont généralement un peu plus élevés au Québec en raison des taxes sur le carbone et des taxes provinciales sur les carburants, mais les deux provinces sont dans une fourchette similaire. Les tarifs des transports en commun sont comparables (l'abonnement mensuel de Montréal est un peu moins cher que l'abonnement TTC de Toronto).
- **Soins de santé et services sociaux** : Le Canada dispose d'un système de santé universel dans les deux provinces, mais le système québécois a connu davantage de problèmes de temps d'attente et de disponibilité des médecins ces dernières années. L'Ontario a également des problèmes de temps d'attente par endroits, mais l'expérience peut différer. Les deux provinces couvrent entièrement les soins de santé sans primes (contrairement à certaines provinces qui en facturent). Cependant, le Québec offre certaines choses que l'Ontario n'offre pas, comme l'assurance médicaments obligatoire (privée ou publique via la RAMQ) qui couvre les coûts de prescription dans une certaine mesure. Cela signifie qu'au Québec, chaque résident bénéficie d'une forme de couverture médicaments en vertu de la loi (les primes du régime public sont faibles ou nulles pour les personnes à faible revenu). En Ontario, de nombreux adultes en âge de travailler dépendent des avantages sociaux de leur employeur pour la couverture des médicaments (bien que l'Ontario ait mis en place des ordonnances gratuites pour les moins de 25 ans et les plus de 65 ans). Ces nuances peuvent

affecter les dépenses personnelles d'un individu et donc son revenu disponible ou sa satisfaction. Dans l'ensemble, *aucune des deux provinces n'a un avantage décisif en matière de qualité des soins de santé* – les deux sont correctes mais pas parfaites.

- **Qualité de vie – Culture et environnement** : Subjectivement, Montréal et Toronto offrent des styles de vie différents. **Montréal** est souvent louée pour son **cachet européen, sa scène artistique vibrante, ses festivals, sa gastronomie et son rythme légèrement plus détendu**. Elle se classe constamment parmi les meilleures villes pour la qualité de vie, en particulier pour les jeunes, avec une combinaison de culture et d'abordabilité. **Toronto** est une métropole plus grande – la plus grande ville du Canada – avec un **environnement urbain mondialisé et rapide, des quartiers diversifiés et d'abondantes opportunités culturelles également** (théâtres, musées, sports). Toronto se classe souvent bien dans les indices mondiaux de qualité de vie, bien que généralement derrière les villes canadiennes plus petites, en partie à cause du coût. **Loisirs de plein air** : Les deux provinces ont accès à la nature (l'Ontario a la région des chalets de Muskoka, le parc Algonquin, les Grands Lacs ; le Québec a les Laurentides, les Cantons-de-l'Est, le fleuve Saint-Laurent, etc.). L'identité du Québec est fortement liée à sa culture unique (francophone, traditions distinctes, joie de vivre) que beaucoup trouvent attrayante – les employés qui valorisent l'expérience culturelle peuvent aimer vivre à Montréal ou à Québec. L'attrait de l'Ontario réside dans sa diversité – à Toronto, vous pouvez trouver des communautés et des cuisines de tous les coins du monde, ce qui enrichit la vie là-bas.
- **Criminalité et sécurité** : Les deux sont des régions sûres. Les taux de criminalité sont faibles dans les villes des deux provinces par rapport aux États-Unis. Montréal et Toronto sont globalement aussi sûres, la petite délinquance dans les zones touristiques étant le principal problème. Il n'y a pas de grandes différences ici qui auraient un impact sur les décisions commerciales.
- **Attraction des talents** : Du point de vue d'une entreprise, si vous essayez d'attirer un candidat de Vancouver, de New York ou de l'étranger, comment le Québec se compare-t-il à l'Ontario ? Les arguments de vente de Montréal : un coût de la vie plus bas, une scène culturelle animée, un avantage bilingue (apprendre/améliorer le français), réputée pour l'équilibre travail-vie personnelle (le Québec a plus de jours fériés – par exemple, il a sa propre fête de la Saint-Jean-Baptiste le 24 juin en plus de la Fête du Canada – et généralement une culture qui valorise les **vacances et les loisirs** ; le stéréotype est que les Québécois travaillent pour vivre, et non l'inverse). Les arguments de vente de Toronto : des salaires plus élevés, des opportunités massives (le centre économique du Canada – une ambiance "si vous réussissez ici, vous pouvez réussir n'importe où"), et un environnement anglophone au cas où quelqu'un ne serait pas à l'aise en français. Pour les talents internationaux, les processus d'immigration sont similaires (le Québec a des critères de sélection distincts, mais les deux provinces mènent finalement à la résidence permanente canadienne). Les immigrants anglophones préfèrent souvent l'Ontario pour la facilité ; les francophones ciblent souvent le Québec. À l'intérieur du Canada, certains jeunes d'autres provinces déménagent à Toronto pour leur

carrière et à Montréal pour leur style de vie. Il est intéressant de noter les **sondages** qui classent Montréal en tête pour des choses comme le **"bonheur"** et la **"meilleure ville pour les étudiants"**, tandis que Toronto est souvent classée comme la **"meilleure ville pour l'emploi"**. Ainsi, les entreprises à Montréal peuvent utiliser le charme de la ville comme outil de recrutement (en particulier pour les talents européens qui trouvent le bilinguisme et la culture de Montréal attrayants), tandis que les entreprises à Toronto peuvent mettre l'accent sur l'évolution de carrière et l'attrait cosmopolite.

En termes de **stratégie de rémunération**, un employeur pourrait être en mesure d'offrir un salaire légèrement inférieur à Montréal pour le même poste qu'à Toronto et d'attirer quand même des candidats, car la différence de coût de la vie est significative. Par exemple, un ingénieur logiciel pourrait accepter 85 000 \$ à Montréal mais avoir besoin de 100 000 \$ à Toronto pour avoir un niveau de vie similaire, une fois le loyer et les impôts pris en compte (à noter : les impôts sont plus élevés au QC, mais comme décrit, d'autres coûts s'équilibrent). Pour les petites villes, celles de l'Ontario et du Québec sont assez comparables – par exemple, le coût de la vie à Québec par rapport à Ottawa, ou à Sherbrooke par rapport à London, sont dans des ordres de grandeur similaires, le Québec étant peut-être encore un peu moins cher.

Les **considérations de qualité de vie peuvent donc influencer les décisions d'implantation** des bureaux : certaines entreprises technologiques ont ouvert des bureaux d'ingénierie à Montréal en partie parce que les jeunes travailleurs de la technologie aiment y vivre (et l'entreprise peut économiser sur les salaires). Inversement, si vous avez besoin d'analystes financiers de haut niveau ou d'avocats de Bay Street, vous devez être à Toronto où se trouve ce talent, malgré les coûts. Un autre facteur : la **langue de vie** – les employés non francophones au Québec peuvent absolument vivre une bonne vie à Montréal (beaucoup le font, car Montréal est assez bilingue), mais en dehors de Montréal, c'est plus difficile sans le français. Cela pourrait limiter la volonté de certaines personnes de déménager au Québec pour le travail (certains peuvent considérer l'apprentissage du français comme une barrière trop élevée). Ainsi, pour puiser dans un bassin de talents mondial, l'environnement anglophone de Toronto pourrait ratisser plus large.

En conclusion, **le Québec offre une qualité de vie élevée à un coût moindre, avec un riche milieu culturel – un argument de vente fort pour de nombreux employés – tandis que l'Ontario offre de plus grandes opportunités économiques mais à des coûts de vie plus élevés, en particulier en matière de logement.** Les entreprises devraient tirer parti des forces de chaque province : si elles sont au Québec, mettre en avant le coût de la vie abordable et l'expérience unique ; si elles sont en Ontario, souligner la trajectoire de carrière et la diversité. Assurer une bonne qualité de vie aux employés est dans l'intérêt des entreprises – des travailleurs heureux sont plus productifs – et les deux provinces ont beaucoup à offrir à cet égard, simplement avec des saveurs différentes.

Conclusion et perspectives d'action

Choisir entre le Québec et l'Ontario comme base d'opérations nécessite de peser les facteurs ci-dessus à la lumière des besoins spécifiques et des objectifs stratégiques d'une entreprise. **Les deux provinces sont des puissances économiques dotées d'attributs favorables aux entreprises**, mais chacune crée un environnement différent. Pour résumer les distinctions clés et fournir des orientations :

- **Marché et économie** : L'Ontario offre un accès au plus grand marché du Canada (et un accès immédiat aux États-Unis), avec près du double de la population et du PIB du Québec (princeedwardisland.ca). C'est idéal pour les entreprises qui ont besoin de cette envergure – par exemple, les entreprises de biens de consommation peuvent puiser dans une clientèle plus vaste et les entreprises financières accéder aux marchés de Toronto. Le marché du Québec, bien que plus petit, est substantiel et culturellement distinct ; les entreprises qui se localisent pour le Québec (par exemple, le marketing en français) trouvent souvent des clients fidèles et moins de concurrence dans certains créneaux. **Perspective** : *Si votre modèle d'affaires bénéficie de la taille du marché et de la connectivité mondiale, l'Ontario pourrait être préférable. Si votre offre peut répondre au marché francophone du Québec ou exploite les forces sectorielles du Québec (comme l'aérospatiale ou le multimédia), le Québec pourrait générer de solides rendements.*
- **Compétitivité des coûts** : Le Québec offre généralement un environnement d'exploitation à moindre coût – une électricité moins chère (environ la moitié du coût de celle de l'Ontario (Source: circuitenergy.ca))(Source: circuitenergy.ca)), des coûts de bureau et de logement inférieurs, et des crédits d'impôt très généreux qui réduisent efficacement les coûts de main-d'œuvre/R&D. Les coûts de l'Ontario sont plus élevés, en particulier dans la région de Toronto, mais l'Ontario peut offrir de la valeur grâce à un régime réglementaire plus simplifié et à l'absence de besoin d'opérations bilingues. **Perspective** : *Les opérations sensibles aux coûts (centres d'appels, fabrication, laboratoires de R&D, etc.) pourraient trouver le Québec nettement plus rentable lorsque les incitations sont prises en compte. Réalisez un modèle financier comparatif : par exemple, calculez les coûts nets à Montréal par rapport à Toronto pour vos plus grandes dépenses (salaires, loyer, services publics) – vous pourriez constater que les incitations du Québec et les coûts de base inférieurs font pencher la balance. En même temps, considérez si les revenus potentiellement plus élevés de l'Ontario (provenant d'un marché plus grand ou de prix plus élevés que vous pouvez facturer à Toronto) compensent les coûts plus élevés.*
- **Talent et main-d'œuvre** : L'Ontario offre un bassin de talents anglophones plus vaste, et est continuellement renouvelé par une forte immigration. C'est l'endroit où il faut être pour de nombreux professionnels – mais aussi très compétitif et coûteux à embaucher. Le Québec offre une main-d'œuvre bilingue hautement qualifiée, renforcée par de solides universités, mais un bassin absolu plus petit et l'exigence de la maîtrise du français dans de nombreux rôles. **Perspective** : *Pour les*

rôles où la capacité bilingue est un atout ou lorsque la solide formation du Québec dans un domaine (par exemple, l'IA ou l'ingénierie aérospatiale) offre un avantage, Montréal/Québec pourrait être le meilleur endroit pour recruter. Pour les rôles où une perspective internationale ou multiculturelle est nécessaire ou des compétences très spécifiques (et les candidats ne parlent probablement que l'anglais), Toronto peut être plus facile. De plus, si vous prévoyez d'embaucher rapidement en grand nombre, la taille de la population de l'Ontario peut mieux y répondre.

- Taxes et incitations** : Sur papier, les taux d'imposition des sociétés sont les mêmes, mais l'ensemble des crédits d'impôt ciblés du Québec peut réduire drastiquement la charge fiscale **effective** pour les activités admissibles (Source: funding.ryan.com)(Source: funding.ryan.com). L'environnement fiscal général de l'Ontario est plus simple et reste raisonnablement compétitif (le taux d'imposition des sociétés combiné de 26,5 % est modéré selon les normes internationales (Source: bdo.ca)). L'Ontario a également moins de charges sociales supplémentaires, ce qui est important pour les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre. **Perspective** : *Alignez votre emplacement avec l'endroit où le gouvernement vous "paiera" le plus pour ce que vous faites.* Si vous êtes un studio de développement de jeux, le Québec vous remboursera une partie de vos salaires – c'est difficile à refuser. Si vous êtes une entreprise de technologie financière avec des salaires élevés mais non éligible à des crédits spéciaux, l'absence de taxe sur la masse salariale supplémentaire en Ontario pourrait être plus favorable. Calculez toujours les **coûts après incitations**, et non seulement les taux d'imposition affichés. Et n'oubliez pas de demander les subventions disponibles – en Ontario, contactez les fonds de développement régionaux ; au Québec, rencontrez Investissement Québec tôt pour explorer l'aide sur mesure. Dans les deux cas, il y a de l'argent gouvernemental disponible pour l'expansion, la formation, l'innovation – utilisez-le.
- Réglementation et langue** : Franchement, une entreprise non francophone sera confrontée à une courbe d'apprentissage au Québec en raison des lois linguistiques et du droit civil. Beaucoup y sont parvenues avec succès (Montréal regorge de multinationales prospères), souvent en embauchant des gestionnaires ou des consultants locaux pour gérer la conformité. L'Ontario, avec un système juridique familier et la langue anglaise, est un environnement plus "prêt à l'emploi" pour la plupart des entreprises internationales. **Perspective** : *Si la rapidité de mise en œuvre opérationnelle avec un minimum de frictions est une priorité (par exemple, le lancement rapide d'une startup ou le premier bureau canadien d'une PME étrangère), l'Ontario pourrait être la voie la plus fluide.* Si vous choisissez le Québec, investissez dans de bons conseils juridiques locaux pour la conformité linguistique et envisagez d'intégrer la maîtrise du français à votre stratégie RH dès le premier jour – cela portera ses fruits en termes de bonne volonté et d'opérations plus fluides.
- Qualité de vie et rétention des talents** : Considérez l'endroit où vos employés clés préféreraient vivre. Montréal peut être un argument de vente pour les talents créatifs et de recherche qui valorisent la vie culturelle et l'abordabilité. Toronto pourrait attirer des professionnels ambitieux de la finance ou de la technologie à la recherche d'une exposition maximale à leur carrière. De plus, les

tendances du travail à distance/hybride signifient que vous pourriez même puiser des talents dans les deux provinces, quel que soit le siège social – mais avoir un centre où les gens veulent réellement déménager peut être important. **Perspective :** *Tirez parti de la qualité de vie dans votre image de marque de recrutement.* Si vous êtes à Montréal/Québec, mettez en avant les coûts de vie plus bas, la garde d'enfants, le charme européen. Si vous êtes à Toronto/Ontario, soulignez l'aspect de ville mondiale, la diversité et les opportunités de carrière. En d'autres termes, utilisez les forces de la province pour gagner la guerre des talents.

- **Considérations sectorielles stratégiques :** Certaines industries ont des champions provinciaux clairs. **Fabrication automobile et finance** – l'Ontario est l'endroit (c'est là que se trouvent l'écosystème et les fournisseurs). **Aérospatiale et multimédia** – le Québec est le bastion (avec des effets de grappe à Montréal). **Startups technologiques** – sans doute fortes dans les deux, Toronto étant plus orientée vers l'entreprise/la fintech et Montréal vers l'IA/le jeu, cela dépend donc de l'alignement du sous-secteur. **Ressources naturelles** – le Nord de l'Ontario pour l'exploitation minière vs le Nord du Québec pour l'exploitation minière ; les deux ont des ressources, mais l'énergie bon marché du Québec peut influencer des activités comme le raffinage ou la fonderie. **Technologies propres** – le réseau électrique du Québec et l'impulsion gouvernementale pourraient lui donner un avantage pour des projets comme les usines de batteries (comme en témoigne l'investissement de Northvolt (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com))), tandis que l'Ontario pourrait être mieux adapté pour la technologie qui nécessite la proximité des usines automobiles (comme les pièces de véhicules électriques). **Perspective :** *Cartographiez la chaîne de valeur de votre industrie et voyez où se trouve la masse critique.* Être proche des fournisseurs, des clients ou des centres de recherche pourrait dicter le choix. Souvent, cela pourrait signifier une double présence – par exemple, certains fournisseurs automobiles ont de la R&D au Québec mais la fabrication en Ontario. N'hésitez pas à diviser les fonctions géographiquement si cela optimise chaque élément (les deux provinces sont voisines, après tout).

Enfin, une note sur la **culture d'entreprise** : le Québec et l'Ontario, bien que tous deux canadiens, ont des cultures d'entreprise différentes influencées par la langue et l'histoire. La culture d'entreprise québécoise accorde une grande importance aux relations personnelles et à la confiance (tout comme l'Ontario, mais encore plus compte tenu du cercle d'affaires anglophone plus restreint à Montréal – dynamique du "tout le monde connaît tout le monde"). Le climat d'affaires de l'Ontario, en particulier à Toronto, est plus de style anglo-américain – un rythme plus rapide, peut-être moins formel à certains égards mais très axé sur les réseaux à d'autres. **Conseil pratique :** *Adaptez votre approche.* Un nouvel arrivant au Québec devrait investir du temps dans le réseautage au sein de la communauté locale (en français si possible, ou avec des associés bilingues) – rejoignez les associations industrielles, participez aux nombreuses conférences de Montréal (comme les événements de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain) pour établir ce rapport local. En Ontario, connectez-vous aux réseaux comme le Toronto Board of Trade ou les rencontres technologiques pour vous intégrer. Les deux provinces

apprécient les entreprises qui montrent un engagement envers la communauté (par exemple, en créant des emplois, en respectant les normes locales) ; le Québec valorise particulièrement les entreprises qui respectent la langue et la culture françaises – cela ouvrira des portes tant socialement que politiquement.

En conclusion, il n'y a pas de réponse unique – de nombreuses entreprises choisissent même *les deux*, par exemple en établissant leur siège social à Toronto pour l'accès au marché/à la finance et en gérant un centre de développement à Montréal pour les coûts et les talents, en tirant parti des forces de chacun. L'analyse détaillée ci-dessus devrait servir de guide pour prendre une décision éclairée. Pour un **professionnel ou un entrepreneur** qui lit ceci, considérez vos priorités : s'il s'agit de la portée du marché, du potentiel de revenus et de la facilité d'installation – penchez pour l'Ontario. S'il s'agit de l'efficacité des coûts, des avantages sectoriels ciblés et de l'accès à des talents bilingues – penchez pour le Québec.

Il est clair que **l'une ou l'autre province peut être un choix gagnant** si elle est correctement alignée sur votre stratégie commerciale. En comprenant leurs différences – l'Ontario, le moteur économique anglophone plus grand, et le Québec, l'acteur innovant, bilingue et incitatif – vous pouvez positionner votre entreprise pour prospérer dans l'environnement (ou les deux) que vous choisissez. La clé est d'exploiter les avantages comparatifs : des coûts plus bas et de fortes incitations au Québec, par rapport à la taille du marché et à la connectivité en Ontario, tout en respectant les règles locales et en engageant la main-d'œuvre locale. Avec une planification minutieuse et l'utilisation des ressources et des soutiens disponibles (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com))(Source: [funding.ryan.com](https://www.funding.ryan.com)), les entreprises peuvent réussir et croître de chaque côté de la rivière des Outaouais.

Sources : Statistique Canada (Source: [princeedwardisland.ca](https://www.princeedwardisland.ca))(Source: www150.statcan.gc.ca) ; publications des gouvernements de l'Ontario et du Québec ; Rapport sur le fardeau administratif de la FCEI (Source: [cfib-fcei.ca](https://www.cfib-fcei.ca))(Source: [cfib-fcei.ca](https://www.cfib-fcei.ca)) ; Faits fiscaux de BDO Canada (Source: [bdo.ca](https://www.bdo.ca))(Source: [bdo.ca](https://www.bdo.ca)) ; données d'Hydro-Québec (Source: [circuitenergy.ca](https://www.circuitenergy.ca))(Source: [circuitenergy.ca](https://www.circuitenergy.ca)) ; Site Selection Canada 2024 (Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com))(Source: [siteselection.com](https://www.siteselection.com)) ; et autres références citées tout au long du rapport.

Étiquettes: economie-provinciale, pib, analyse-economique, quebec, ontario, economie-canadienne, pib-par-habitant, croissance-economique

À propos de 2727 Coworking

2727 Coworking is a vibrant and thoughtfully designed workspace ideally situated along the picturesque Lachine Canal in Montreal's trendy Griffintown neighborhood. Just steps away from the renowned Atwater Market, members can enjoy scenic canal views and relaxing green-space walks during their breaks.

Accessibility is excellent, boasting an impressive 88 Walk Score, 83 Transit Score, and a perfect 96 Bike Score, making it a "Biker's Paradise". The location is further enhanced by being just 100 meters from the Charlevoix metro station, ensuring a quick, convenient, and weather-proof commute for members and their clients.

The workspace is designed with flexibility and productivity in mind, offering 24/7 secure access—perfect for global teams and night owls. Connectivity is top-tier, with gigabit fibre internet providing fast, low-latency connections ideal for developers, streamers, and virtual meetings. Members can choose from a versatile workspace menu tailored to various budgets, ranging from hot-desks at \$300 to dedicated desks at \$450 and private offices accommodating 1–10 people priced from \$600 to \$3,000+. Day passes are competitively priced at \$40.

2727 Coworking goes beyond standard offerings by including access to a fully-equipped, 9-seat conference room at no additional charge. Privacy needs are met with dedicated phone booths, while ergonomically designed offices featuring floor-to-ceiling windows, natural wood accents, and abundant greenery foster wellness and productivity.

Amenities abound, including a fully-stocked kitchen with unlimited specialty coffee, tea, and filtered water. Cyclists, runners, and fitness enthusiasts benefit from on-site showers and bike racks, encouraging an eco-conscious commute and active lifestyle. The pet-friendly policy warmly welcomes furry companions, adding to the inclusive and vibrant community atmosphere.

Members enjoy additional perks like outdoor terraces and easy access to canal parks, ideal for mindfulness breaks or casual meetings. Dedicated lockers, mailbox services, comprehensive printing and scanning facilities, and a variety of office supplies and AV gear ensure convenience and efficiency. Safety and security are prioritized through barrier-free access, CCTV surveillance, alarm systems, regular disinfection protocols, and after-hours security.

The workspace boasts exceptional customer satisfaction, reflected in its stellar ratings—5.0/5 on Coworker, 4.9/5 on Google, and 4.7/5 on LiquidSpace—alongside glowing testimonials praising its calm environment, immaculate cleanliness, ergonomic furniture, and attentive staff. The bilingual environment further complements Montreal's cosmopolitan business landscape.

Networking is organically encouraged through an open-concept design, regular community events, and informal networking opportunities in shared spaces and a sun-drenched lounge area facing the canal. Additionally, the building hosts a retail café and provides convenient proximity to gourmet eats at Atwater Market and recreational activities such as kayaking along the stunning canal boardwalk.

Flexible month-to-month terms and transparent online booking streamline scalability for growing startups, with suites available for up to 12 desks to accommodate future expansion effortlessly. Recognized as one of Montreal's top coworking spaces, 2727 Coworking enjoys broad visibility across major platforms including Coworker, LiquidSpace, CoworkingCafe, and Office Hub, underscoring its credibility and popularity in the market.

Overall, 2727 Coworking combines convenience, luxury, productivity, community, and flexibility, creating an ideal workspace tailored to modern professionals and innovative teams.

AVERTISSEMENT

Ce document est fourni à titre informatif uniquement. Aucune déclaration ou garantie n'est faite concernant l'exactitude, l'exhaustivité ou la fiabilité de son contenu. Toute utilisation de ces informations est à vos propres risques. 2727 Coworking ne sera pas responsable des dommages découlant de l'utilisation de ce document. Ce contenu peut inclure du matériel



généré avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle, qui peuvent contenir des erreurs ou des inexactitudes. Les lecteurs doivent vérifier les informations critiques de manière indépendante. Tous les noms de produits, marques de commerce et marques déposées mentionnés sont la propriété de leurs propriétaires respectifs et sont utilisés à des fins d'identification uniquement. L'utilisation de ces noms n'implique pas l'approbation. Ce document ne constitue pas un conseil professionnel ou juridique. Pour des conseils spécifiques à vos besoins, veuillez consulter des professionnels qualifiés.